TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

ISSN 0754-281 X

MENSUEL N°14 – Novembre 1983 – 9,00 F

Ve CONGRES DU PCML

avec les travailleurs et les peuples du monde

POUR LE RENOUVEAU DU COMMUNISME

AGIR AVEC LE PCML

Inutile d'ajouter des mots et des phrases encore : les documents du Ve Congrès publiés ci-après, car ils ont été élaborés collectivement, par la mise en commun des connaissances, des compétences et des expériences, par la confrontation des idées et des pratiques, présentent un intérêt bien plus grand que n'importe quel commentaire.

Ces documents sont constitués d'une Résolution générale *« Avec les travailleurs et les peuples du monde, pour le renouveau du communisme »*, de quatre résolutions particulières (*« Agir pour la paix et la solidarité internationale »* ; *« Riposter à la dangereuse montée du racisme »* ; *« Les élections européennes »* ; *« Sur les minorités nationales »*) et enfin, des statuts du PCML.

Nous avions associé des travailleurs, des amis, des camarades et compagnons de combat, des militants d'autres organisations, aux discussions préparatoires. Aujourd'hui, nous livrons ces textes comme contribution du PCML à la réflexion et à l'action, dans les rangs ouvriers et populaires, parmi les communistes. En définitive, leur mise en pratique dans les mois et années qui viennent tranchera, donnera la mesure de la qualité du travail accompli par le Congrès.

Aujourd'hui s'impose l'urgente nécessité de l'action, l'urgente nécessité de renouveler et de renforcer l'action des travailleurs, des communistes parmi eux. Aujourd'hui dominent les impératifs qui conduisent les travailleurs à s'organiser, les militants à se réunir en Congrès : il faut comprendre le monde pour le transformer, il faut être plus aguerri, mieux armé pour se battre, pour une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde.

Après la Grenade, Tripoli, l'installation des Pershing et de nouveaux SS20, l'urgence de l'action pour la paix, pour le désarmement, pour la solidarité internationale devient évidence. Il est superflu d'insister sur la nécessité de riposter à la montée du racisme alors que des milliers et des milliers d'hommes et de femmes se mobilisent pour faire un grand succès de la première Marche pour l'égalité et contre le racisme. Le Congrès du PCML, attentif à ces deux combats actuels, s'y est arrêté particulièrement comme il a réfléchi à l'échéance de juin 84 consacrée à l'Europe et a accordé une place particulière à l'une des composantes du pays, ses minorités nationales.

Reste le pivot central de ses travaux pour le renouveau du communisme, que le Ve Congrès résume en ces termes :

« La contribution (du PCML) *originale au renouveau est à la fois l'avancée de ses propositions et orientations stratégiques et une bataille concrète, de tous les instants, pour que gagne du terrain une nouvelle politique parmi les travailleurs, un nouveau rapport aux travailleurs et aux travailleurs organisés, une nouvelle pratique des alliances, pour que les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes, en leur force, en leur capacité d'agir, de s'unir et de vaincre. C'est à la source que constituent les travailleurs et leur combat que doit puiser le renouveau et que les communistes trouvent et trouveront force pour recomposer un parti communiste neuf, puissant et porteur d'avenir. Parti d'action, œuvrant dans le sens de l'intérêt des travailleurs de notre pays, des intérêts des peuples du monde, pour le renouveau du communisme, le PCML appelle les travailleurs, les militants résolus à trouver la voie de l'avenir, à agir à ses côtés et à rejoindre ses rangs. »*

DU 29 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE, A ST GERMAIN AU MONT D'OR...

● Le Ve Congrès a duré quatre jours, du 29 octobre au 1er novembre, à St-Germain au Mont d'Or, près de Lyon. Il a rassemblé une petite centaine de congressistes, d'âge moyen 35 ans.

Parmi eux, 89% d'hommes et 11% de femmes. Leurs professions : 19% d'ouvriers, 1% de paysans, 32% d'employés et techniciens, 26% d'enseignants, notamment. 10% des congressistes n'étaient pas syndiqués; 36% appartiennent à la CGT, 24% à la CFDT, 13,3% à la FEN, 10,7% au SGEN-CFDT; une large majorité d'entre eux ont des responsabilités syndicales. Les congressistes appartiennent à de nombreuses organisations de masse et y occupent des responsabilités locales pour 30% d'entre eux, départementales et nationales pour 16% d'entre eux; 12% ont des responsabilités municipales (Conseil municipal ou commissions extra-municipales).

● Les grandes lignes du rapport d'activités présenté par le Comité central sortant ont été adoptées : 83% de voix pour, 8% contre, 9% d'abstentions.

La Résolution générale *« Avec les travailleurs et les peuples du monde, pour le renouveau du communisme »* a été adoptée : 89% pour, 1% contre, 10% d'abstentions.

● Le Congrès a élu à bulletin secret un Comité central de 26 membres. Ce Comité central a ensuite élu un Secrétariat politique collectif de quatre membres : Pierre Bauby, Camille Granot, Jacques Jurquet, Alain Sentier.

MESSAGES ADRESSES AU Ve CONGRES

Le Ve Congrès du PCML a reçu 26 messages et saluts de différents partis et organisations français et étrangers. En particulier, il a reçu un message transmis oralement du Département de liaison internationale du CC du Parti communiste chinois; il a reçu des messages et saluts écrits du FLN (Algérie), de l'USFP (Maroc), du PCMLB (Belgique), du KAOml (Hollande), du PKI (Indonésie), de l'ASEC (Comores), de l'Union des Travailleurs émigrés guadeloupéens, de l'AGEG, de l'Association des travailleurs de Turquie, de l'Amicale France-Turquie, de l'ASFA, du Mouvement antiapartheid, du CEDETIM, de la FASTI, du PSU, de la Convention communiste, de la LCR, de Lutte ouvrière, de la FEN, de Francs et Franches camarades, de l'APAJH. Ci-dessous quelques-uns de ces messages.

● COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU PARTI FLN (Algérie)

La tenue de votre Ve Congrès nous offre l'opportunité de vous adresser, au nom des militants du Parti FLN, nos salutations les plus chaleureuses et nos souhaits de plein succès aux travaux de vos assises.

La conjoncture politique internationale dans laquelle se tient le Ve Congrès du PCML se caractérise par un regain de tension jamais enregistrée depuis plusieurs décennies, tension qui fait planer sur l'humanité d'innombrables dangers et accentue les menaces sur la paix, la sécurité et l'indépendance des peuples.

Par de multiples agressions, l'impérialisme international étend son hégémonie sur les peuples du monde qui aspirent à la paix et à l'indépendance. Il accentue les pressions politiques, économiques et militaires, pour drainer dans son sillage les pays encore confrontés aux problèmes de la pleine et entière décolonisation.

Ce sont ces amères réalités d'un monde miné par l'injustice et l'opression sous lesquelles croupit encore une grande partie de l'humanité qui déterminent les forces de progrès et de démocratie à asseoir une cohésion dans leurs actions afin d'annihiler les tendances hégémoniques.

Le Parti FLN n'a de cesse de contribuer auprès des autres partis progressistes et démocratiques à travers le monde dont le PCML, au vaste combat que livrent les peuples encore en butte au colonialisme, au néo-colonialisme et au sionisme, pour concrétiser leurs droits légitimes à l'autodétermination, à l'indépendance et à une pleine émancipation.

Nous réitérons nos souhaits de pleine et totale réussite aux travaux de votre Ve Congrès dont les résultats, nous en sommes convaincus, contribueront au renforcement de votre parti et au bonheur des couches laborieuses de votre pays.

SOMMAIRE

Avec les travailleurs et les peuples du monde, pour le renouveau du communisme 3

La France et le monde dans les années 80 ... 3

Pour une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde.
Pour le renouveau du communisme 9

Agir avec le PCML 19

Agir pour la paix et la solidarité internationale .. 20

Les élections européennes 23

Riposter à la dangereuse montée du racisme ... 25

Sur les minorités nationales 26

Les statuts du PCML 28

Travailleurs : BP 90 – 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

● BUREAU POLITIQUE DU PSU

Le PSU salue les militants du PCML réunis pour leur Ve Congrès et souhaite plein succès à vos travaux.

Au-delà de certaines divergences d'appréciation sur la situation politique, nos militants se retrouvent souvent dans les luttes.

Notre soutien respectif à la Marche pour l'égalité des droits des immigrés et contre le racisme en est un exemple récent.

Nous aurons sans doute dans l'avenir l'occasion de confronter les analyses de nos deux organisations et de mener des actions communes.

● UNION DES TRAVAILLEURS EMIGRÉS GUADELOUPÉENS

Nous, patriotes guadeloupéens, tenons à vous remercier pour votre invitation à la séance de clôture de votre Ve Congrès et vous souhaitons plein succès.

Nous souhaitons que les résolutions adoptées au cours de ce Congrès deviennent une importante contribution du PCML à la lutte et pour le triomphe en France de la Révolution et du socialisme.

Nous croyons que cette contribution est d'autant plus nécessaire en rapport avec la situation actuelle où nous voyons, hélas, des partis et des individus gouvernants de la France d'aujourd'hui utiliser sans vergogne, et avec le plus grand cynisme le mot «socialisme» dans toutes leurs entreprises colonialistes et impérialistes.

Croyez-nous, camarades, nous savons de quoi nous parlons!!!

Avec l'esprit de fraternité et d'internationalisme qui nous anime, nous espérons pouvoir, sur la base des résultats de votre Congrès, développer la coopération entre nos organisations.

Vive la solidarité des travailleurs français-immigrés.

A bas l'impérialisme français.

● CEDETIM

Le CEDETIM a le plaisir d'apporter son salut aux congressistes du PCML. Engagé depuis 20 ans dans la lutte anti-impérialiste – et en premier lieu contre l'impérialisme français –

Suite page 32

Avec les travailleurs et les peuples du monde, pour le renouveau du communisme

I– LA FRANCE ET LE MONDE DANS LES ANNEES 80

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, puis d'une majorité de députés de gauche –dont une majorité absolue au Parti socialiste– à l'Assemblée nationale, en mai-juin 1981, a créé en France une situation à la fois nouvelle, paradoxale et inédite.

UNE SITUATION NOUVELLE, PARADOXALE, INÉDITE

Nouvelle, puisque depuis l'instauration de la Ve République en 1958, les partis de droite avaient toujours tenu les rênes gouvernementales, confortablement installés dans tous les rouages de l'appareil politique, économique et idéologique, sûrs de leur légitimité, de leur durée, voire de leur impunité.

Paradoxale, puisque les grands partis de gauche prennent en mains les affaires gouvernementales, alors que le capital mène l'offensive contre les travailleurs depuis la moitié des années 70, et que les forces ouvrières et populaires connaissent les difficultés du reflux qu'ont provoquées à la fois cette offensive et les politiques mises en œuvre par les partis de gauche bien avant 81. Ce changement gouvernemental intervient, après huit ans de la plus grave crise qu'aient connue les économies capitalistes-impérialistes depuis les années 30, alors que le redéploiement accéléré des capitaux forts a créé à la fois une situation de défensive des travailleurs et des tensions importantes entre les différentes fractions du capital et une division accrue de la droite. Produite par un rejet de la politique Giscard-Barre et du grand capital, l'élection de François Mitterrand n'est pas la conséquence d'une poussée du mouvement populaire. Elle tient à la conjonction de la division de la droite –une partie de son électorat votant le 10 mai pour François Mitterrand– et de l'affaiblissement du PCF qui rend ce vote d'autant plus possible. Paradoxale, la situation l'est aussi par le fait que PS et PCF avaient conçu leurs stratégies respectives dans une période d'essor économique, d'avancée et de mobilisation populaires. Ils avaient, par ailleurs, par la pratique de sept années de Programme commun, canalisé le mouvement vers un objectif que bornait la victoire électorale, qualifée de «clé du changement». Pour sa part, notre parti, prenant en compte cette situation de la classe ouvrière, appela les travailleurs à voter Mitterrand pour faire barrage aux Giscard-Barre-Chirac.

La situation est inédite pour l'ensemble des forces politiques et syndicales du pays, en particulier pour le mouvement ouvrier et populaire, divisé et en difficulté depuis plusieurs années. Les références historiques du Front populaire et de la Libération n'ont pu lui être d'une grande aide : d'une part, le bilan de ces expériences a été insuffisamment pris en compte, d'autre part, les rapports de forces internationaux et nationaux et le jeu institutionnel ont changé. Inédit aussi le rapport de forces issu des scrutins de mai-juin 1981 entre PCF et PS, marqué par un net recul du premier; ce recul rend enfin possible l'accession de la gauche au gouvernement, objectif constant de la stratégie du PCF depuis 15 ans. Ce rapport de forces et l'existence d'une majorité absolue de députés du PS à l'Assemblée nationale, permettent la constitution, au lendemain des législatives, d'un gouvernement PS-PCF-MRG non sur la base d'un nouveau Programme commun mais de la stratégie du PS et de François Mitterrand.

L'ALIGNEMENT SUR L'AUSTÉRITÉ

La campagne électorale de François Mitterrand avait été axée sur la lutte contre le chômage, la relance de l'activité économique et en particulier la relance de la consommation populaire. Ses 110 propositions alliaient réformes de structure (nationalisations – décentralisation – réformes démocratiques) et satisfaction de revendications économiques et sociales portées par le mouvement ouvrier et populaire depuis de nombreuses années.

Les mesures mises en œuvre par le nouveau gouvernement au lendemain du 10 mai 1981 et pendant l'hiver 81-82 ont été justifiées par l'application de ce programme de relance, même si elles sont restées pour la plupart timides et mesurées, en deçà des promesses électorales. Par contre, des mesures relevant de la politique économique dite «politique de l'offre» sont apparues, en particulier l'augmentation importante des aides aux entreprises. Dans le même temps, sont mises en chantier les «grandes réformes» : décentralisation, nationalisations, nouveaux droits des travailleurs.

En juin 1982, le gouvernement change l'orientation de sa politique économique et sociale. Les mesures prises alors marquent la fin de tout effort pour relancer la consommation populaire. La lutte contre l'inflation devient prioritaire. Le blocage des salaires et la remise en cause de l'indexation entraînent une nouvelle régression du pouvoir d'achat des travailleurs. Par ailleurs, les efforts sont concentrés sur la relance des investissements dans les secteurs les plus rentables. De premiers coups sont également portés à la protection sociale (limitation des droits

d'indemnisation du chômage, forfait hospitalier...).

Cette orientation est renforcée par les mesures prises au lendemain des municipales de mars 83 et de la troisième dévaluation du franc, tout comme par la préparation du budget 84. Le IXe Plan (1984-88) repose lui aussi sur la mise en œuvre d'une telle politique. Tout en maintenant l'objectif de réduire l'inflation, la politique économique du gouvernement vise à redresser le commerce extérieur en utilisant les moyens les plus « classiques » qui consistent à amputer le pouvoir d'achat de la grande masse des travailleurs, à réduire la consommation populaire et à ralentir l'activité économique.

Une telle politique ne peut qu'entraîner une augmentation sensible du chômage, comme le montre la multiplication des annonces de suppressions d'emploi depuis le printemps 83. Ces mesures, qui s'attaquent aux intérêts des travailleurs, s'accompagnent de nouvelles promesses et réductions des charges pour les entreprises et le capital.

L'ensemble de ces mesures procède d'une politique de soutien à l'offre des entreprises, similaire dans ses choix fondamentaux aux politiques d'austérité pour les travailleurs mises en œuvre notamment par Reagan et Thatcher.

DES RÉFORMES EN CHANTIER

Cependant, la mise en œuvre par le gouvernement de cette logique économique n'est pas identique. D'une part, les mesures d'austérité prises depuis juin 1982 n'ont pas la même intensité; d'autre part, le gouvernement et l'Assemblée nationale ont mis en chantier un nombre important de réformes, dont il est encore difficile de voir toutes les conséquences concrètes.

Il apparaît déjà cependant que la nationalisation des principales multinationales françaises, industrielles et bancaires, fers de lance de l'impérialisme français, accentue la concentration des capitaux, et permet le redéploiement de l'impérialisme français pour faire face à la crise mondiale. Toujours guidées par la recherche du profit maximum et soumises aux règles du marché mondial, les entreprises nationalisées ne sont pas devenues les « vitrines sociales » promises aux travailleurs avant 81. Elles constituent une pièce maîtresse d'un développement nouveau et spécifique du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays.

Il semble bien aussi que la décentralisation conduise, dans les faits, à décharger l'Etat de bon nombre de services sur les collectivités locales pour concentrer l'essentiel des pouvoirs de régulation et d'orientation économique et sociale entre les mains de l'Etat central. Cette réforme, seulement amorcée mais déjà inscrite dans une évolution de long terme de la société française et de ses institutions, peut dégager des possibilités nouvelles et particulières pour l'action du mouvement ouvrier et populaire, partis, syndicats et associations; elle peut aussi se retourner contre les travailleurs, notamment en renforçant les pouvoirs des notables locaux, en accentuant les disparités économiques et sociales.

Les lois Auroux sur les nouveaux droits des travailleurs, mise de la législation sociale française au niveau de celles déjà reconnues dans de nombreux pays capitalistes industriels, sont à la fois des outils pour l'action et l'organisation des travailleurs, et des éléments de mise en place d'un consensus de classes que facilite aujourd'hui le rapport de forces globalement défavorable aux travailleurs. Ces réformes renforcent sensiblement « l'institutionnalisation » du mouvement syndical déjà engagée après-guerre et, à terme, elles infléchissent les pratiques et conceptions de l'action syndicale dans le sens de la participation à la gestion.

Des efforts législatifs et juridiques ont été et sont entrepris pour garantir les droits et libertés individuels, les réformes étant bien plus limitées quant à la mise en place de moyens législatifs et concrets pour l'exercice collectif de la démocratie. Certaines mesures récentes, néanmoins, notamment à l'égard des travailleurs immigrés, restent insuffisantes ou sont franchement dangereuses et négatives.

De manière générale, les réformes améliorant les conditions de vie et de travail des travailleurs et l'exercice de leurs droits et libertés sont restées en deçà des revendications populaires et des promesses électorales. Elles présentent souvent un double aspect contradictoire, à la fois instruments utiles pour l'action et l'organisation des travailleurs et instruments de la mise en place d'un consensus structurel de classes. En définitive, elles constituent un enjeu dans l'affrontement entre les travailleurs et le capital dans notre pays.

OFFENSIVE TOUT AZIMUT DU CAPITAL ET DE LA DROITE

Le 10 mai n'a pas changé la situation d'offensive soutenue du capital contre la classe ouvrière. La baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, commencée avec l'attaque menée par Giscard-Barre-Ceyrac, a été amplifiée. Les suppressions d'emploi et les licenciements se sont poursuivis au gré des restructurations et du redéploiement des capitaux, même si les contrats de solidarité et d'autres mesures gouvernementales ont permis de stabiliser le nombre de chômeurs jusqu'à l'été 1983. Le CNPF en vient à demander la liberté totale de licencier.

Depuis plus de deux ans, le patronat mène une vigoureuse campagne pour obtenir l'allègement des charges globales des entreprises, alors qu'elles sont inférieures à celles de la plupart des autres pays occidentaux. Il a réussi à obtenir des réductions substantielles, ainsi qu'une augmentation très sensible des aides et subventions. Mais ni les créations d'emplois, ni les investissements n'ont suivi, ces derniers ayant continué à baisser. Par contre, les placements spéculatifs et l'exportation des capitaux se sont développés, à la recherche de la rentabilité maximum aux quatre coins de la planète.

Les forces du grand capital ont mené une vigoureuse campagne contre les nationalisations, à la fois pour s'opposer à la dépossession de la fraction de la bourgeoisie détentrice des principaux centres d'accumulation du capital et pour obtenir des indemnisations substantielles leur permettant de reconstituer des pôles d'accumulation, opération bien réussie grâce aux mécanismes constitutionnels.

Le harcèlement du capital occupe tous les terrains. Il s'efforce en particulier d'infléchir les réformes du gouvernement favorables aux travailleurs pour les récupérer à son profit : utilisation des contrats de solidarité pour opérer des licenciements en douceur, utilisation des lois Auroux, de la réduction du temps de travail, etc.

La défaite de 1981 fut un coup rude pour la droite, car, pour elle, gouverner relève du droit divin, de l'ordre des choses et de ses affaires. Mais après l'état de choc des tout premiers mois, la droite a bien vite refait surface et joué de tous ses atouts, en particulier de sa place restée intacte ou presque dans l'appareil économico-politique (Conseil constitutionnel, Sénat, Haute fonction publique, Magistrature...) qui lui fournit informations, moyens de pression, possibilités de blocage ou de détournement de réformes, possibilités de sabotage divers.

Tentant un renouvellement idéologique dont les ferments viennent des horizons « nouvelle droite » et « extrême-droite » (élitisme, hiérarchie, droits innés...), tout en poursuivant, parfois vivement, le débat sur les choix économiques et politiques qui l'avaient divisée avant 1981 et la divisent encore, la droite met peu à peu en place une stratégie de reconquête de l'appareil gouvernemental. Elle use des bénéfices de l'opposition, exploitant tout les mécontentements sectoriels, mène des tentatives de déstabilisation, multiplie les violences verbales et les violences tout court, tout en bénéficiant des nouvelles possibilités ouvertes par la décentralisation par ses succès électoraux récents aux cantonales de 1982 et municipales de 1983. Les forces de droite et du capital développent une intoxication dans leur presse et leurs déclarations, déchaînent une campagne xénophobe et raciste à l'encontre des travailleurs immigrés, dans le but de détourner la colère, le ressentiment et les luttes populaires des vrais responsables, le système et la classe capitalistes, et de diviser les masses populaires pour affaiblir leur capacité de résistance.

Dans les villes qu'elle a « reconquises » en mars dernier, la droite multiplie les attaques contre les droits et acquis des travailleurs, le mouvement ouvrier et associatif, les maisons de la culture et les centres de santé. De tels faits révèlent ses véritables projets. Le « plan de redressement » du RPR est la copie conforme de la politique menée par Reagan et Thatcher. C'est avec eux qu'a été constituée *l'Union démocratique internationale* en juin 1983.

Le retour des forces de droite au gouvernement, dans les dispositions économiques, politiques et idéologiques qui sont les leurs, inspirées du reaganisme et du libéralisme sauvage, verrait la mise en place d'une politique réactionnaire bien pire que celle d'avant 81 : licenciements dans la Fonction publique, régression de la protection sociale, suppression du SMIC, etc.

LES RAPPORTS DE FORCES INTERNATIONAUX CONDITIONNENT LES RÉALITÉS NATIONALES

La concentration capitaliste à l'échelle mondiale et le redéploiement de l'impérialisme dans le contexte de l'aiguisement des contradictions du monde contemporain, se manifestent par la mondialisation accrue des économies, la révolution technologique et industrielle, la prolétarisation du Tiers Monde et la transformation des forces productives dans les métropoles impérialistes. Jamais les affrontements mondiaux n'ont été si ouvertement marqués par les intérêts impérialistes, le profit, le pillage et la concurrence. Jamais non plus ils n'ont autant été porteurs des signes avant-coureurs d'une troisième guerre mondiale impérialiste.

A l'inverse, apparaissent les mécanismes, les fragilités, les points faibles du système planétaire d'exploitation des hommes et des peuples. En témoignent à la fois les combats acharnés de peuples pour leur survie même, en Afrique du Sud, en Palestine, au Cambodge, en Afghanistan; les luttes des peuples d'une Amérique latine heurtée de plein fouet par la contre-offensive US, nourries de luttes démocratiques et de luttes armées aux quatre coins du continent; l'histoire polonaise récente

Camille Granot, secrétaire politique

traduisant les voies difficiles et sinueuses de l'action et de l'organisation d'un peuple contre une oppression liée à la superpuissance soviétique; la liquidation des séquelles des fascismes méditerranéens, en Espagne et en Grèce, par des socialistes « new style » qui tentent une rénovation rapide de l'économie et de la société — toujours capitalistes — de leur pays, alors que les vieilles social-démocraties marquent le pas en Allemagne et en Angleterre face aux solutions musclées des partis conservateurs.

De plus en plus, les rapports de forces internationaux conditionnent, imprègnent et modèlent les réalités nationales et la frontière entre « politique internationale » et « politique nationale » s'estompe, même si elles restent des réalités différentes. Cela est vrai pour la défense de la paix, mais aussi pour toute définition de politiques cherchant à sortir de la crise produite par l'impérialisme.

UNE SITUATION INTERNATIONALE PLUS TENDUE

L'évolution de la situation internationale, ces dernières années, est marquée par l'aiguisement des contradictions du monde contemporain réparti en trois forces : les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, le Tiers Monde, le Second Monde, constitué des pays développés d'Europe, du Japon, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

La superpuissance US, en déclin relatif dans les années 70, meurtrie sous les coups des peuples et atteinte d'une crise sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, mène, depuis l'élection de Reagan, une contre-offensive brutale dans tous les domaines : économique, politique, militaire, idéologique. Elle s'efforce de sauvegarder et de restaurer son hégémonie en reportant le poids de sa crise sur les autres pays et peuples, en tentant de reconquérir la suprématie militaire systématique et en redéployant ses interventions directes ou indirectes dans toutes les parties du globe, comme au Nicaragua, au Liban ou à Grenade.

La superpuissance soviétique qui organise le pillage systématique des pays de l'Europe de l'Est et de ses zones d'influence est ralentie dans son expansion rapide des années 79-80 (Afghanistan, Cambodge, Erythrée) par la

résistance acharnée des peuples, l'étroitesse de sa base matérielle et la militarisation poussée de son économie. Elle a néanmoins maintenu tous ses points d'appui et continue d'intervenir dans toutes les zones de tension, non sans résultats, par elle-même et par l'intermédiaire d'hégémonismes régionaux.

La rivalité de ces deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale s'est faite plus vive et s'est étendue. Elle intervient dans l'aiguisement de tous les conflits et contradictions, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, en Amérique latine. Au Moyen-Orient, par exemple, les interventions des USA et de l'URSS, les armements massifs installés dans cette zone, les manœuvres et pressions de tous ordres bloquent tout processus de paix dans la région, favorisent l'expansionnisme d'Israël, aggravent les dissensions entre Libanais, perpétuent la spoliation du peuple palestinien, transforment la Méditerranée orientale en une poudrière. Cette rivalité se manifeste par l'aggravation de la course aux armements, que les négociations et accords partiels n'ont nullement stoppée ni ralentie. Elle risque de déboucher sur une troisième guerre mondiale.

Le Tiers Monde, première victime de la crise mondiale de l'impérialisme, plus endetté et affamé que jamais, déchiré par la diversité des intérêts particuliers, des histoires et des évolutions et par les conflits qu'ils provoquent, poursuit sa longue lutte pour consolider son indépendance politique, étendre son indépendance économique et imposer un nouvel ordre économique international. Face au redéploiement de l'impérialisme et au blocage des négociations Nord-Sud, le Tiers Monde poursuit sa guérilla dans toutes les conférences internationales; surtout il développe des accords bilatéraux et la coopération Sud-Sud pour à la fois mieux résister aux initiatives de l'impérialisme et construire un rapport de forces favorable face au Nord impérialiste.

Le Tiers Monde est la principale force qui s'oppose à l'impérialisme, aux deux superpuissances, à leur rivalité, la principale force pour défendre la paix. Le Mouvement des non-alignés, le groupe dit des «77», les organisations de coopération régionale, malgré toutes les tentatives de division ou de subordination des deux superpuissances, manifestent cette évolution fondamentale de la situation internationale survenue depuis la seconde guerre mondiale. Ces dernières années, cette évolution est marquée par des difficultés, des avancées et reculs, mais reste la tendance principale.

La République populaire de Chine, par sa politique internationale, par l'édification, la croissance et la modernisation de son économie, par le développement de la coopération et de l'unité avec les autres pays du Tiers Monde, représente une force décisive dans l'affrontement avec l'impérialisme, pour la défense de la paix mondiale. D'autres pays, notamment la Yougoslavie, jouent un rôle important au sein du Tiers Monde dans la lutte contre l'impérialisme et pour la paix.

Les pays européens sont très malmenés par la contre-offensive de l'impérialisme US et les contraintes de ses taux d'intérêts et de son dollar, et sérieusement menacés par la stratégie expansionniste de l'URSS et la rivalité des deux superpuissances; ils n'ont pourtant réalisé que des pas timides et hésitants dans la voie de l'indépendance, de l'unité et de l'alliance avec le Tiers Monde, tant ils sont happés par les perspectives du redéploiement impérialiste dans le cadre du marché mondial. Le prolongement et l'approfondissement de la crise économique provoquent une exacerbation de la concurrence et des conflits d'intérêts au sein de la CEE et entraînent une stagnation et même un déclin de la construction européenne; ils causent l'accélération des restructurations et de la concentration monopolistes, la rentabilisation et la concentration de l'agriculture, les disparités croissantes entre pays et régions. L'Europe, prise en sandwich entre les deux superpuissances et confrontée aux poussées et revendications du Tiers Monde, reste l'enjeu de la rivalité USA-URSS pour l'hégémonie mondiale en raison de son potentiel économique et humain.

Marquée, dans les premiers mois, par des initiatives visant à redéfinir les rapports de la France avec le Tiers Monde (déclaration de Cancun, accord gazier avec l'Algérie, perspectives de définition d'une nouvelle politique en Afrique, fournitures d'armes au Nicaragua...) et par une certaine volonté de s'opposer aux menaces des deux superpuissances, la politique internationale du nouveau gouvernement français s'est rapidement inscrite dans les orientations antérieures. Cherchant à profiter au mieux des lois et règles du système impérialiste mondial pour redéployer les capitaux forts, refusant de s'opposer résolument aux pressions provenant de la contre-offensive de l'impérialisme US, la politique gouvernementale a été amenée à œuvrer pour la défense des intérêts de l'impérialisme français : refus de reconnaître le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises que sont les DOM-TOM, acceptation de la logique de la politique de Reagan lors du Sommet de Williamsburg, alignement progressif sur les politiques d'austérité de Reagan et des autres pays européens, arrêt des fournitures d'armes au Nicaragua, développement de rapports néo-coloniaux en Afrique et dans le Tiers Monde, dont témoigne l'envoi de troupes françaises au Tchad. Cette défense des intérêts de l'impérialisme français amène cependant aussi des contradictions avec la politique de Reagan (dialogue Nord-Sud, réforme du système monétaire international, gazoduc avec l'URSS, politique africaine, développement de la coopération avec la République populaire de Chine). Dominent cependant les ambiguïtés, les atermoiements, les revirements face aux luttes des peuples (Palestine, Afrique du Sud, non-reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée, Cambodge, Afghanistan...).

PARTICIPATION AU REDÉPLOIEMENT DE L'IMPÉRIALISME

Dans ce contexte international, François Mitterrand affirme qu'il n'y a pas de *«politique de rechange»* et le gouvernement présente la politique suivie, en particulier la politique dite de «rigueur» comme fatale en raison de la crise économique mondiale, de la hausse du dollar, de l'interdépendance obligée de l'économie française et de son endettement croissant.

La politique économique de Reagan manifeste la contre-offensive de l'impérialisme US pour faire face au déclin relatif enregistré depuis le milieu des années 60. Les taux d'intérêt élevés, provoquant le doublement du dollar, sont utilisés pour faire financer le déficit US par les autres pays, faire supporter le poids de leur crise, à la fois sur les autres pays capitalistes occidentaux, en particulier les pays européens et surtout sur les pays du Tiers Monde, victimes d'un endettement croissant. Telles sont les «règles du jeu» imposées par l'impérialisme américain à l'ensemble du système impérialiste mondial, règles acceptées par la plupart des autres gouvernements capitalistes et impérialistes occidentaux, en particulier en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale.

Le gouvernement de gauche a maintenu la France dans le cadre des alliances antérieures, au sein du marché impérialiste mondial, soumettant délibérément sa politique économique aux lois et règles de ce système. Il a justifié ce choix par le fait que capitaux et groupes français profitent de l'insertion de la France dans le marché mondial. Ainsi, le dollar est un instrument privilégié pour les placements spéculatifs et les investissements à l'étranger des groupes impérialistes français, privés comme nationalisés, pour le redéploiement des capitaux. L'agressivité des groupes américains, japonais, allemands, sur le marché français va de pair avec l'agressivité des groupes français sur les marchés étrangers. Ce choix initial a conduit le gouvernement à inscrire sa politique dans la logique impérialiste de la politique d'austérité des USA et des voisins européens de la France.

Jacques Jurquet, secrétaire politique

De plus, le gouvernement de gauche a choisi de laisser intact l'appareil d'Etat bourgeois et la Constitution de la Ve République, instituée en 1958 pour assurer la domination du grand capital. Aussi s'est-il heurté à des blocages importants de la part des appareils institutionnels : le Sénat, assemblée de notables, élue de manière indirecte et sur-représentant la France rurale par rapport à la France industrielle et urbaine; le Conseil constitutionnel, institution profondément antidémocratique; la haute administration, formée à l'école des gouvernements précédents et jouant à la fois dans l'orientation des décisions et leur application; les appareils militaire et répressif dans lesquels la droite a de puissants appuis, foyers de résistance potentiels à toute politique jugée trop avancée; sans oublier les lenteurs législatives et de mise en application des nouvelles lois...

Ces choix économiques et politiques stratégiques du gouvernement l'ont conduit à agir de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement, à céder aux pressions et menaces des forces du grand capital : augmentation régulière des aides et subventions aux entreprises, exonérations de charges, reculs sur certaines réformes comme les droits des travailleurs, la démocratisation du secteur public, les 35 heures... Ils l'ont conduit à gérer la crise et à s'aligner sans cesse davantage sur la logique de l'austérité, logique infernale de soumission croissante au capitalisme et à l'impérialisme, qui amène à s'attaquer toujours plus au pouvoir d'achat des travailleurs, à leurs emplois, à leurs conditions de vie, à leur protection sociale, à leurs acquis, créant ainsi un climat de démobilisation, de désillusion et de division qui les laisse désarmés face à leur ennemi de classe.

Ces choix du gouvernement correspondent à la stratégie globale du Parti socialiste, exprimée lors du Congrès de Valence, à l'automne 81, celle du *«compromis entre pouvoir économique et pouvoir politique»*; selon le Parti socialiste, le pouvoir politique étant pris, il ne resterait qu'à entamer et maîtriser le pouvoir économique de la bourgeoisie, par le moyen de réformes de structure et de réformes sociales, ceci afin de créer les conditions d'un passage ultérieur au socialisme. Cette stratégie a buté sur les réalités que sont à la fois l'opposition grandissante des forces du capital et de la droite sur tous les terrains et le poids et la force des rouages économiques et politiques du système lui-même; elle s'est transformée en une soumission croissante aux lois et règles du système impérialiste en crise. Les dirigeants du Parti socialiste apparaissent de plus en plus comme les hommes d'une politique d'austérité qui s'inscrit dans le redéploiement de l'impérialisme français. Cela confirme la politique de soumission à l'impérialisme qui a toujours caractérisé la social-démocratie au pouvoir.

La mise en œuvre de cette stratégie a nettement dégradé les relations entre le Parti socialiste et les millions d'hommes et de femmes qui ont porté François Mitterrand à l'Elysée il y a bientôt trois ans. Elle rencontre de plus en plus de doutes et d'incompréhensions, de mécontentements voire de colère au sein du mouvement ouvrier et populaire. Pratiquant souvent l'hégémonisme de parti dominant dans ses relations avec ses partenaires du mouvement ouvrier et populaire et, par contre, accumulant maladresses et hésitations face à la droite, toujours tiraillée par ses contradictions internes, la direction du PS n'a pu, en raison de ses choix stratégiques, que décevoir les espoirs qu'avait placés en lui une partie des masses. De même, elle n'a pas mobilisé ses militants dont une partie, non associée à la gestion, est plus que déroutée. Les interrogations, «parti godillot ou aiguillon?», continuent à paralyser l'action militante, déjà traditionnellement centrée sur les échéances électorales, et qui n'a débouché ni dans les entreprises, ni sur la jeunesse, ni pour la défense de la paix.

Les élections présidentielles et législatives de mai-juin 1981 ont traduit un recul important de l'influence du PCF, recul qui persévère depuis bientôt trois ans; ce recul qui n'a rien de conjoncturel, est lié à la crise généralisée que traverse le mouvement ouvrier et plus particulièrement le mouvement communiste et à la mise en œuvre de certaines des conceptions idéologiques et politiques du PCF : conception des alliances, rapport aux travailleurs et à leurs organisations, stratégie des deux camps au plan mondial...

Plus de deux ans de gouvernement PCF-PS n'ont en rien estompé les profondes divergences stratégiques qui existent entre les lignes des deux partis et qui avaient été à la base de la rupture de 1977, même si la stratégie de chacun des deux partis repose sur une transformation graduelle de la société capitaliste. En particulier, la base sociale que représente le PCF est celle-là même qui est saignée par le processus de restructuration de l'appareil de production et de redéploiement à la mise en œuvre duquel il participe au gouvernement. Par ailleurs, la stratégie économique et politique du PCF est fondée sur un renversement des alliances, en direction de l'URSS au niveau international, une remise en cause de la politique des créneaux, un frein au développement et au renforcement de la CEE, autant d'éléments contradictoires d'avec la politique gouvernementale.

La participation gouvernementale du PCF correspond à la mise en œuvre de sa stratégie de l'avancée démocratique, basée sur la conquête de bases d'appui à tous les niveaux. Mais elle se fait sur la base de la stratégie du PS et de François Mitterrand et l'amène à cautionner et à défendre une politique d'austérité qu'il a longuement combattue, en particulier de 1977 à 1981, comme *«gestion de gauche de la crise»*.

La participation gouvernementale, s'accompagnant d'une solidarité sur l'essentiel, constitue une entrave à la mobilisation et à l'action de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts et en particulier contre la politique d'austérité. Elle accroît les contradictions, internes au PCF comme autour de lui, sur tous les aspects de sa ligne et de sa stratégie, renforçant ainsi ses difficultés.

UNE STRATÉGIE QUI NE MENE PAS AU SOCIALISME

Plus de deux années de prise en mains des affaires gouvernementales par le Parti socialiste et le Parti communiste français, sous dominante du PS, permettent de faire le point sur la validité —ou non— de la stratégie globale mise en œuvre.

Respectueuse des lois économiques et politiques du système capitaliste-impérialiste, qu'elle prétend pouvoir transformer graduellement, cette stratégie s'est trouvée de plus en plus dominée par ces lois et conduite dans la logique de l'exploitation des travailleurs. Basée sur la thèse du compromis entre « pouvoir économique et pouvoir politique », elle a laissé un vaste champ d'action à l'offensive politique, économique et idéologique des forces du capital et de la droite, tandis qu'elle a renforcé le repli sur soi, le désarroi et la déstabilisation des références au sein du mouvement ouvrier et populaire. Inspirée de la conception d'ensemble selon laquelle la pratique du consensus et de l'harmonie sociale entre capital et travail doit se substituer à celle de la construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs dans leur lutte contre le capital, cette stratégie aboutit à encadrer et à canaliser le mouvement ouvrier et populaire sur les voies de la « gestion de gauche » de la crise du capital et à lui faire perdre en autonomie, en force et en liens avec la grande masse des travailleurs et du peuple de notre pays. Ainsi, quels que soient les résultats qu'obtiendra la politique gouvernementale dans le rétablissement des grands équilibres économiques, la stratégie mise en œuvre depuis le 10 mai 1981 montre chaque jour davantage qu'elle n'est pas porteuse du socialisme, pas plus que les expériences de 36 et de 45.

L'entreprise encore en cours aboutira-t-elle à un renforcement pur et simple du capitalisme monopoliste d'Etat assorti de l'établissement d'un consensus structurel? Sera-t-elle une parenthèse entre deux périodes de gestion du capital monopoleur par ses représentants directs giscardiens ou chiraquiens? Dégagera-t-elle des possibilités d'expression et d'action pour certaines classes et couches populaires, ces nouvelles classes urbaines salariées qui se sont retrouvées dans le renouveau du PS des années 70? Laissera-t-elle le mouvement ouvrier et populaire plus en désarroi ou encore plus conscient des limites et impasses de la stratégie mise en œuvre? Le développement de l'offensive des forces du capital et de la droite, l'accentuation de la politique d'austérité, la participation au redéploiement de l'impérialisme, le désarroi croissant dans la classe ouvrière, créent aujourd'hui une situation dangereuse qui doit amener le mouvement ouvrier et populaire à examiner ces questions avec sérieux, sur la base des faits. C'est une des conditions nécessaires pour qu'il sorte de la crise qui le traverse.

LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

Le mouvement ouvrier et populaire est traversé par les désillusions, les reculs, les doutes, dont les composantes sont le chômage qui dure à grande échelle, le pouvoir d'achat entamé, les menaces sur la protection sociale, mais aussi le maintien des rapports sociaux où ceux qui produisent n'ont toujours pas voix au chapitre ou si peu. Le mouvement ouvrier et populaire organisé dans ses diverses sensibilités et origines connaît une déstabilisation accrue de ses références et habitudes : revendiquer ou gérer? Pièges ou avantages des pratiques de concertation? « Nouvelles solidarités », machine de guerre anticorporatiste ou escamotage au bénéfice de la collaboration de classes? Comment expliquer que descendent dans la rue des corporations jamais vues sur le macadam, en si grand nombre et en état de mobilisation; s'agit-il de manipulations politiques pures et simples ou bien de l'expression d'intérêts réellement lésés et potentiellement alliés de ceux des travailleurs, ou des deux?

Cette déstabilisation des habitudes et références, amplifiée par la nouvelle situation politique et la politique gouvernementale, reflète des évolutions plus profondes et des réalités sociales de grande ampleur. La concentration capitaliste et le redéploiement des entreprises entraînent une recomposition de la classe ouvrière : au plan géographique, des qualifications, de l'organisation du travail, par l'extension de ce que l'on appelle le « tertiaire », la mise à mal des vieux bastions, tout ceci participant aux retards à la prise en compte du nouveau. S'y ajoutent le désarroi provoqué par les actes des pays se réclamant du socialisme (Afghanistan, Pologne) et le refus du « modèle soviétique » ; la dégradation des rapports de confiance avec les grandes organisations, en particulier liées au PCF, en raison du rejet de plus en plus fréquent de leurs pratiques hégémonistes; l'enterrement des espoirs de 68.

Ces phénomènes touchent directement l'organisation et l'action syndicales : modification des influences des différentes forces syndicales, pluralité, institutionnalisation du mouvement. L'offensive soutenue du capital menée par Giscard-Barre-Ceyrac a apporté d'autres difficultés au syndicalisme avec la désyndicalisation, la crise du militantisme, l'échec de nombreuses luttes. La nouvelle situation politique crée de nouvelles interrogations au sein du mouvement syndical auxquelles doivent être apportées des réponses nécessaires au renforcement de ses capacités de combat : perte d'influence des syndicats se réclamant de la lutte des classes, remontée des syndicats réformistes, problème de l'indépendance par rapport au gouvernement, attitude face à la politique d'austérité, renforcement de « l'institutionnalisation », risques d'intégration à l'appareil d'Etat et au système capitaliste.

II— POUR UNE FRANCE SOCIALISTE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE, INDEPENDANTE, SOLIDAIRE DU TIERS MONDE, POUR LE RENOUVEAU DU COMMUNISME

D'où provient la déstabilisation accrue des références du mouvement ouvrier et populaire, en particulier du mouvement communiste? Comment y remédier et œuvrer au renouveau du communisme? Quel socialisme faut-il pour la France des années 80? Quelles stratégie et voie pour y parvenir? Telles sont les principales questions posées aujourd'hui aux communistes.

LA CRISE DU COMMUNISME

Depuis plus d'un siècle, l'œuvre de Marx et d'Engels s'est fondue dans l'histoire du prolétariat mondial, des peuples et nations opprimés, de l'humanité progressiste. Le marxisme a prouvé sa véracité et sa vitalité, dans les luttes et les victoires révolutionnaires des peuples et leur lutte contre le fascisme et l'impérialisme. Mais ses prolongements n'ont pas connu un développement linéaire. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier, il se développe dans un processus impressionnant d'agitations et de divisions, de revers et de drames. Bien qu'il ait enregistré des réussites et des victoires importantes contre le capitalisme, l'impérialisme et le fascisme, le communisme connaît une crise que manifestent bien des faits et événements.

Pour nombre de ceux qui mettent espoir dans le socialisme, la Pologne est le pays où sont niés et réprimés libertés, démocratie et l'idéal du socialisme; l'Afghanistan est devenu un champ de bataille où l'hégémonisme soviétique étend ses tentacules et exprimente ses armements sophistiqués; le Cambodge, après une juste lutte de libération nationale a vécu des drames sanglants et connaît de nouveau l'occupation étrangère; le Vietnam, héros des jeunesses du monde, est aujourd'hui le symbole de l'expansionnisme et de l'hégémonisme régional; la Révolution culturelle en Chine, qui s'est voulue réponse aux dévoiements bureaucratiques et hégémonistes, a connu des erreurs gauchistes, des abus de pouvoirs et des ruptures d'alliances. Il y a 15 ans, Prague avait brisé bien des espoirs. Déjà l'entrée des chars soviétiques à Budapest, en 1956, avait suscité bien des interrogations.

Pour beaucoup aussi, à force de revirements brutaux, de mensonges évidents, de silences complices, d'anathèmes puérils et de double langage, la politique des communistes est devenue synonyme de jeux politiciens, la théorie révolutionnaire, guide de la transformation du monde, synonyme de manœuvres manipulatrices. Pour beaucoup de travailleurs et travailleuses, pour beaucoup d'hommes et de femmes de notre peuple, bien de ces revers, drames, injustices, crimes apparaissent indissolublement liés au système nouveau qui rompt avec le capitalisme, l'impérialisme, souvent le féodalisme; ainsi pour eux le marxisme, les orientations communistes conduiraient inéluctablement au totalitarisme et au goulag. Ces points de vue largement répandus dans notre pays, exigent des communistes lucidité et courage, la recherche de la vérité dans les faits et le rejet des faux-fuyants et justifications.

UN RENOUVEAU NÉCESSAIRE

Si l'impérialisme, avec tous les crimes qu'il a à son actif, est mal placé pour juger le communisme; si de même la social-démocratie n'a pas à le faire, après s'être empêtrée dans les guerres impérialistes et coloniales et s'être révélée incapable d'amener le socialisme; il n'en reste pas moins que dénoncer le caractère exploiteur et oppresseur odieux et sanglant de l'impérialisme mondial, américain en premier lieu, ne constitue en rien une réplique aux doutes qu'a suscités le socialisme ni une justification de ses revers. Prendre argument du « *bas niveau de conscience des masses* », de leur « *dépolitisation* », de leur « *individualisme* » ne vaut pas mieux. De telles explications sont à bannir absolument.

D'autres, plus solides, ont été avancées pour dégager une connaissance matérialiste des faits : le poids des traditions contre lequel bute le nouveau; le poids des héritages capitalistes ou féodaux; la brève existence historique du socialisme, ses balbutiements et ses erreurs; l'encerclement par les forces contre-révolutionnaires de l'impérialisme entravant un développement harmonieux; la perpétuation d'intérêts différents et de classes, dont le heurt va parfois jusqu'à l'antagonisme; le droit à l'erreur. Chacun de ces facteurs intervient effectivement dans la réalité objective et contraint de rejeter à la fois l'utopie socialiste, l'idéalisation des luttes de classes, le doctrinarisme, le théoricisme et le dogmatisme. Ces facteurs obligent à plonger les connaissances, les certitudes, les thèses, les principes dans le creuset de la réalité concrète. Car c'est inlassablement dans les faits qu'il faut chercher la vérité.

Mais ces facteurs ne suffisent pas pour progresser concrètement dans la recherche des causes de la crise du communisme, ni pour avancer dans une voie de progrès, de justice et de liberté qui rompe réellement avec les instruments de l'impérialisme que sont exploitation, oppression, expansion, régression, secret des politiques, raison supérieure de l'Etat. Ils ne suffisent pas pour mettre au point les réformes, les changements nécessaires, les nouveautés urgentes à la théorie et à la pratique des communistes.

Depuis la seconde guerre mondiale s'est développé un phénomène d'éclatement du mouvement communiste international qui tient à une nouvelle disposition des forces à l'échelle planétaire et aux résultats des premières édifications du socialisme, en Union soviétique et dans d'autres pays. Il ressort de cet éclatement que le socialisme n'est pas un. Sur la base de critères peu à peu dégagés par la vie, indissociables et décisifs —propriété collective des moyens de production, répartition selon le principe « *à chacun selon son travail* », fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, mise en œuvre du principe « *un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre* », édification sur la base de l'indépendance, de la souveraineté et du soutien mutuel— le socialisme est un faisceau de politiques et de choix différents.

Peut-on être communiste aujourd'hui tout en luttant contre l'hégémonisme soviétique, contre une division internationale du travail qui aliène la souveraineté et l'indépendance des pays? Peut-on être communiste tout en considérant que le contenu du socialisme, ses mesures et ses rythmes dépendent des masses populaires elles-mêmes, de leurs besoins et de leurs intérêts concrets? Peut-on être commu-

niste et penser que le socialisme en France émerge des racines propres du peuple français, et n'est pas un modèle de société adapté ou appliqué aux conditions françaises? Peut-on être communiste différent d'hier? Répondre positivement à ces questions, dans les années 80, n'est pas simplement une possibilité; c'est une urgente, une absolue nécessité.

Dans notre pays, de tels points de vue, quasi inexistants dans les années 50, ont progressé largement parmi les communistes sous les coups répétés des faits, en même temps qu'intervenait le processus d'éclatement du mouvement communiste : d'abord, dans les années 60 et 70, création du PCML et d'autres organisations se réclamant du communisme, puis éclatement idéologique et organisationnel du début des années 80 (*RCH, Convention communiste...*), et évolutions de toutes les composantes du mouvement communiste. Le PCF, lui-même, a élaboré de nouvelles thèses sur la solidarité internationale, l'eurocommunisme, le «retard de 56», les rapports entre partis, qui marquent des évolutions significatives, notamment une prise de distance vis-à-vis des thèses soviétiques du PCUS. Pour autant, il est loin d'avoir fait le bilan complet et satisfaisant des dernières décennies et des reponsabilités du mouvement communiste international et des siennes propres. Parmi les communistes en France aujourd'hui, ce bilan et les leçons à en tirer sont à l'ordre du jour.

A l'occasion du centenaire de la mort de Marx, le PCF a avancé la thèse selon laquelle *«il n'y a pas de vrai marxisme»*. Parce qu'elle dégage la pensée communiste du moule soviétique, elle est riche d'ouvertures pour permettre aux travailleurs de se réapproprier le marxisme et de le vivifier par leurs combats quotidiens. Cette thèse, comme celle du *«refus du modèle, soviétique ou autre»*, si elles délimitent les perspectives à rejeter, n'en offrent cependant aucune autre. Edifier le socialisme, c'est proposer des choix de société sur tous les plans et pas seulement rejeter, sans analyse approfondie, ce qui se révèle comme des mauvais choix du passé ou des choix relatifs aux conditions concrètes d'un pays et non du nôtre. L'effort de renouveau n'autorise pourtant pas un éclectisme mettant sur le même plan tout ce qui se fait et se dit au nom du marxisme, un prétendu socialisme au contenu impérialiste comme un socialisme système d'édification démocratique, équilibré, indépendant, souverain et solidaire. La juste reconnaissance de la diversité des édifications et des politiques socialistes recommande la lutte d'idées, la vérification dans les faits, les autocritiques, les réformes, mais aussi, si nécessaire, la condamnation et le rejet.

PRENDRE EN COMPTE LES RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI ET FAIRE UNE ANALYSE CRITIQUE DES DÉCENNIES PASSÉES

Il ne s'agit pas de dépoussiérer de vieilles thèses ou principes et de les mettre au «goût du jour» par une simple rénovation du vocabulaire. Il convient de les confronter aux réalités d'aujourd'hui, de les confronter aux faits plutôt que d'en appeler seulement aux livres, au passé et aux habitudes. Thèses, principes et lois se formulent

Pierre Bauby, secrétaire politique

et se précisent tandis que s'affirme et s'affine la connaissance des réalités nouvelles. Certaines thèses ou pratiques qui ont guidé des générations de communistes et ont pu être progressistes et opératoires car alors en prise sur la réalité, sont aujourd'hui caduques et freinent ou inversent le sens positif des développements et évolutions, car elles ne prennent pas en compte la réalité d'aujourd'hui; il s'agit notamment de celle du centre unique de commandement du prolétariat mondial, celle du modèle unique de révolution et d'édification, celle du «culte de la personnalité», cause de tous les succès ou de tous les maux.

L'analyse critique, matérialiste historique et dialectique, des décennies passées comme des pays qui se disent socialistes, ne vise pas à décerner des bons ou mauvais points, coller des étiquettes ni à lancer des anathèmes. Elle est nécessaire parce que bien des thèses présentées comme lois universelles sont en réalité des politiques conjoncturelles, que bien des principes dit objectifs se sont avérés des généralisations hâtives d'expériences particulières et limitées, que bien des critères d'édification dits absolus sont en réalité les reflets d'une disposition spécifique des potentiels économiques et des rapports de production.

Il convient donc de tout réexaminer au regard des conditions objectives de notre pays, des intérêts des classes et catégories du peuple et de ceux de la classe ouvrière et de leurs traditions; avec la classe ouvrière et les masses populaires, s'élaboreront la voie, les politiques et les mesures de leur émancipation. Le socialisme ne saurait être conçu par un parti ou par une armée étrangère; il est conçu par tout un peuple qui l'édifie et s'organise pour lui frayer la voie.

RÉALITÉS ET MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

«Qui sont nos amis, qui sont nos ennemis?». Cette interrogation de Mao Zedong, dictant l'enquête prolongée des communistes chinois sur la réalité des classes et de la société chinoises, a présidé à l'élaboration de la stratégie de prise du pouvoir. Cette question englobe l'analyse des classes et couches sociales, de leurs mutations et devenir, de leurs représentations idéologiques et structurelles —partis et organisations diverses—, de leurs professions de foi et de leurs actes.

Il faut prendre en compte les réalités objectives et les mutations de la société française, mais aussi le rôle en retour des représentations des forces sociales (associations, groupements, organisations syndicales, partis, rôle de l'Etat dans la régulation des contradictions entre capitaux, entre classes et couches sociales). Il faut également prendre en considération les attaches et les contradictions, les liens dialectiques qu'entretiennent entre elles les différentes composantes du corps social. Vouloir faire entrer de force la réalité dans des normes théoriques préétablies conduit à l'impasse.

Depuis la seconde guerre mondiale, et plus encore depuis 1958 et la crise économique de 1974, de multiples facteurs conjugués ont modifié la société française, les classes et catégories sociales et les rapports entre elles. Quatre facteurs, liés entre eux, ont, en particulier, joué un rôle déterminant dans ces mutations :

—les tendances objectives du capital, recherche du profit maximum, tendance à la concentration;

—le renforcement du rôle de l'Etat, qui n'est plus seulement régulateur au service des intérêts capitalistes privés, mais véritable stratège économico-politique dans le marché impérialiste mondial;

—la révolution technologique qui porte en elle, surtout ces dernières années, avec la sauvagerie habituelle du capitalisme, licenciements, chômage, gâchis matériels et humains et déséquilibres écologiques et remodèle la société française;

—la mondialisation des capitaux et la concurrence encore plus impitoyable entre eux et une nouvelle division internationale du travail.

Sous l'effet de ces différents facteurs, la classe ouvrière, toujours productrice de plus-value, s'enfle en même temps que ses disparités s'accentuent. L'extension de la classe ouvrière dans le Tiers Monde, les mutations en cours du procès de production, les déstructurations et restructurations, les brassages géographiques (les travailleurs immigrés, notamment), d'âge, de traditions et d'idéologies, l'arrivée de millions de femmes dans le travail salarié, et aussi la désyndicalisation et la crise du mouvement ouvrier, la redistribution d'une part des surprofits impérialistes à des parties non négligeables de la classe ouvrière produisent une double tendance contradictoire. Il s'agit à la fois d'une tendance à l'uniformisation des conditions de travail pour la grande masse des travailleurs et d'une tendance à l'éparpillement, au renforcement des particularismes et des diversités.

Les employés, fortement différenciés de la classe ouvrière au début de l'industrialisation, sont aujourd'hui une masse beaucoup plus nombreuse, différenciée en son sein et qui se rapproche objectivement de la classe ouvrière de par leurs conditions de travail et de vie, de par la perte d'acquis et de hiérarchie. D'autres mécanismes multiplient et renforcent les liens entre classe ouvrière et de nombreuses couches dites «intermédiaires» ou «moyennes salariées». De fait, la vie quotidienne de dizaines de millions d'hommes et de femmes manifeste une sorte de nivellement, au sein duquel peuvent se nouer les alliances les plus étroites entre la classe ouvrière et les autres classes et couches populaires.

Sous les effets de la concentration du capital, les conditions de vie de la plupart des petits commerçants, artisans et paysans se rapprochent de celles de la classe ouvrière.

A l'opposé existe une classe étroite, détentrice des moyens de production, sous la forme privée ou collective par l'intermédiaire de l'Etat capitaliste, des moyens répressifs et militaires, de l'encadrement contraignant, mais aussi des moyens idéologiques et culturels. Ces moyens lui permettent d'imposer ou de faire partager sa domination à la grande majorité. Dans l'affrontement capital-travail, la classe ouvrière joue le rôle moteur.

Une telle disposition des forces crée la possibilité de rassembler largement en unité toutes les classes et couches populaires contre une cible limitée, à isoler, à combattre et à vaincre, de rassembler l'immense majorité autour de la classe ouvrière contre une petite minorité. Cette analyse des classes et ces perspectives d'alliances se différencient de la thèse de la bipolarisation croissante entre bourgeoisie à un pôle, classe ouvrière à l'autre, thèse qui correspond subjectivement, peu ou prou, à la représentation électorale gauche/droite, 50/50. Cette représentation qui cependant reflète des réalités politiques effectives, ne transcrit pas avec exactitude la disposition des classes dans leurs rapports au système impérialiste. Mai 1981, que n'explique pas une montée du «pôle ouvrier», mais qu'ont rendu possible la division de la droite et le recul du PCF, met bien en évidence les insuffisances voire l'inexactitude de cette vision.

Adopter l'une ou l'autre de ces deux dispositions de forces ne produit pas la même politique d'unité et d'accumulation des forces de la classe ouvrière, ni la même politique d'alliances, ni le même projet socialiste de société, ni la même voie pour y parvenir.

UNE FRANCE SOCIALISTE, POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE, INDÉPENDANTE, SOLIDAIRE DU TIERS MONDE

Dans la France des années 80 domine le capitalisme parvenu à son stade impérialiste. L'appropriation des moyens de production par une poignée de capitalistes, régie par les seules lois du profit et de la concurrence, et ses effets, l'anarchie, les crises, l'exploitation des travailleurs et des peuples, s'oppose toujours plus irréductiblement à la forme de plus en plus sociale de la production : c'est la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste.

La réalité de la France et du monde des années 80 et de leurs mutations manifeste l'actualité et la nécessité du changement de la société, et du socialisme, c'est-à-dire d'une rupture radicale avec le capitalisme-impérialisme. Rupture qui prenne comme but la satisfaction des besoins économiques, sociaux, intellectuels, culturels de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple et non le profit maximum, qui s'appuie sur la solidarité avec le Tiers Monde et non sur l'exploitation impérialiste et qui organise le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple et non leur dépossession. Il s'agit bien donc de la destruction du système d'exploitation de l'homme par l'homme, des nations et peuples.

Ceci conduit à esquisser les grands traits du socialisme qu'IL FAUT à la classe ouvrière et au peuple de notre pays pour les années 80 : UNE FRANCE SOCIALISTE, POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE, INDÉPENDANTE, SOLIDAIRE DU TIERS MONDE. Transition entre capitalisme et communisme, le socialisme est une période particulière dans la marche vers l'émancipation. Il ne nécessite nullement de tout détruire, ni les traditions, les différences, les habitudes, mais seulement ce qui empêche le peuple d'exercer concrètement son pouvoir. Cela nécessite à la fois la rupture avec l'impérialisme, la destruction de l'Etat bourgeois pour assurer le pouvoir populaire, une économie basée sur la satisfaction des besoins populaires, une action continue pour la défense de la paix et la solidarité internationale.

ROMPRE AVEC L'IMPÉRIALISME

La France impérialiste.

Le principal caractère spécifique de la France des années 80 est son caractère impérialiste. Cela ne tient pas seulement au maintien de colonies (les DOM-TOM) pour des raisons stratégiques, militaires, et aussi économiques (elles font ainsi de la France la troisième puissance maritime mondiale). Cela tient à l'exploitation néo-coloniale du Tiers Monde, à la participation à l'échange inégal et au pillage de ses ressources matérielles et humaines : présence en France de près de 5 millions de travailleurs immigrés; présence dans le Tiers Monde des multinationales françaises et de leurs implanta-

tions bancaires, industrielles, commerciales; pillage des matières premières et monoculture imposée à de nombreux pays. Cela tient aussi à l'importance de la coopération technique et culturelle, notamment en Afrique, qui permet, dans les domaines idéologique, politique et militaire (présence de troupes françaises), de maintenir une influence déterminante pour la pénétration économique. Cela tient encore à la participation de la France à l'ensemble du système impérialiste mondial par son insertion dans le marché mondial, son utilisation des institutions et instruments qui permettent de maintenir la dépendance économique et financière de la plupart des pays du monde au système impérialiste (Fonds monétaire international, Banque mondiale, GATT...). La France est enfin le troisième producteur et vendeur d'armes au monde, le premier si on le rapporte à la population ou au Produit national brut.

Cette insertion dans le système impérialiste mondial, et ses mécanismes économiques et financiers, font que la France est à la fois :

—victime de la domination de la superpuissance américaine;

—intégrée au sein de l'Europe et en concurrence avec les autres pays qui la composent;

—exploiteuse du Tiers Monde.

C'est un faisceau de contradictions dans lequel les capitaux français recherchent le profit maximum, participent à la concentration et à la mondialisation, tentent de se redéployer et même d'étendre leur place.

Les capitaux français, bien qu'en situation d'infériorité par rapport aux capitaux US et d'autres pays comme le Japon ou l'Allemagne fédérale, profitent de l'insertion de la France dans le système impérialiste, utilisent le dollar pour leurs investissements à l'étranger, leurs placements spéculatifs. Les multinationales françaises ne sont pas en reste sur celles des autres pays dans l'agressivité sur les différents marchés et le pillage du Tiers Monde.

Ce caractère impérialiste de la France marque en profondeur aussi bien les forces productives que les rapports de production. Il est à la racine des principales mutations économiques, politiques, sociales, idéologiques qui sont intervenues et interviennent encore aujourd'hui.

Rompre avec l'impérialisme n'est pas une décision de moralité née dans des cervelles éprises de justice et d'égalité, par souci humanitaire. Depuis la seconde guerre mondiale, et plus encore depuis l'accession à l'indépendance de la plupart des pays du monde, le Tiers Monde développe la lutte contre l'impérialisme, pour défendre ses intérêts, consolider son indépendance politique, étendre son indépendance économique, assurer son développement et imposer un nouvel ordre économique international. Ces exigences ont marqué le surgissement des peuples dominés, du Tiers Monde, sur la scène internationale. Un processus objectif est en marche, long, complexe, sinueux, mais inéluctable, dont les peuples et pays dominés sont moteurs.

Face au redéploiement de l'impérialisme, à son blocage des négociations Nord-Sud, au refus de la quasi-totalité des revendications émises dans les différentes conférences internationales, à l'aggravation du pillage et de l'endettement, à la baisse des cours des matières premières, confrontés à une prolétarisation provoquée par le redéploiement des capitaux impérialistes, le Tiers Monde, le Mouvement des non-alignés, le groupe des «77» développent des accords de coopération bilatéraux, régionaux et multilatéraux, la coopération Sud-Sud. Cette coopération vise à mieux résister aux manœuvres et initiatives de l'impérialisme; elle favorise un développement autonome et collectif des pays du Tiers Monde et permet de construire un rapport de forces favorable face au Nord impérialiste, en utilisant les contradictions inter-impérialistes afin de redistribuer le pouvoir économique au plan mondial.

Qu'on le veuille ou non, qu'on y contribue ou qu'on la subisse, la rupture avec l'impérialisme se fera et s'imposera. Elle est inscrite dans la poussée formidable des peuples du Tiers Monde pour leur émancipation. Déjà, elle se fait. Cette rupture n'est pas une suite de dons généreux ou impossibles d'une France socialiste nantie ou inquiète de perdre ses richesses. Prendre en considération la force motrice du Tiers Monde autrement que par un coup de chapeau à ses luttes, en saisir toutes les implications, c'est au fond le réalisme politique. Rompre avec l'impérialisme correspond non seulement à la nécessité de solidarité avec le Tiers Monde, mais aussi aux intérêts immédiats comme à long terme des travailleurs et de l'immense majorité du peuple de notre pays.

Car ce sont les mêmes capitaux, les mêmes forces, qui exploitent en France et oppriment le Tiers Monde, qui utilisent le dollar pour leurs investissements et leurs spéculations, qui recherchent la rentabilité financière et la conquête des marchés. Ces mêmes

Alain Sentier, secrétaire politique

capitaux, ces mêmes forces font payer la crise aux travailleurs en France et font tout pour la reporter sur les peuples du Tiers Monde. Rompre avec l'impérialisme se fonde sur la solidarité objective des peuples et pays du Tiers Monde et des travailleurs et du peuple de notre pays, face à une même cible, le capital financier français et des différents pays impérialistes, les multinationales, le système impérialiste.

Le socialisme prive les mêmes exploiteurs des moyens de pillage et d'exploitation, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, change fondamentalement la logique du système. Il permet de développer les forces productives propres à notre pays, de mobiliser l'invention et la créativité des masses pour, à la fois, satisfaire les besoins sociaux en France et soutenir l'effort de développement du Tiers Monde.

On ne peut créer des emplois en France, si les entreprises sont guidées par la rentabilisation financière du capital investi. Car il leur est plus rentable d'exporter des capitaux et de créer des emplois dans le Tiers Monde, non pour satisfaire les besoins de ces pays, mais pour profiter d'une main-d'œuvre moins chère, ou dans les autres pays capitalistes pour baisser les prix de vente et gagner une meilleure position sur leur marché. On ne peut lutter contre l'inflation sans s'attaquer au pouvoir d'achat des travailleurs, si on ne remet pas en cause le dollar et qu'au contraire on utilise son pouvoir d'achat pour piller le Tiers Monde. Rompre avec l'impérialisme est donc aussi la condition pour résister aux pressions

et menaces des autres impérialismes et sortir de la crise.

La stratégie mise en œuvre depuis le 10 mai, acceptant et revendiquant le maintien de la France au sein du marché impérialiste mondial, avec ce que cela implique de soumission aux lois et règles de ce système, a conduit à s'aligner sans cesse davantage sur la logique de l'austérité, logique infernale de soumission croissante au capitalisme et à l'impérialisme. Elle a montré l'impossibilité de mener une politique nouvelle, favorable aux travailleurs et au peuple de notre pays comme à ceux du Tiers Monde, ayant comme but la satisfaction des besoins populaires, à commencer par l'emploi, et le soutien à l'effort de développement du Tiers Monde, sans s'en prendre aux intérêts capitalistes et impérialistes, y compris ceux de l'impérialisme français, sans entreprendre l'indispensable rupture avec l'impérialisme. Cela implique de s'allier avec le Tiers Monde sur la base de la solidarité objective des intérêts des peuples et pays du Tiers Monde et de ceux des travailleurs et du peuple de notre pays.

Compte tenu des revendications des pays du Tiers Monde, élaborées lors des différentes conférences internationales par le Mouvement des non-alignés et le groupe des «77», et compte tenu des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays, l'ensemble des mesures suivantes apparaît indispensable pour rompre avec l'impérialisme :

Combattre la domination du dollar et du marché impérialiste mondial par :

—un contrôle rigoureux des changes pour réduire au strict minimum les sorties de devises, en limitant la convertibilité du franc, en taxant fortement les sorties de capitaux et les placements spéculatifs;

—la recherche d'accords avec les partenaires commerciaux de la France, dans le respect de l'indépendance et des avantages réciproques, excluant l'utilisation du dollar dans les règlements;

—la mise en œuvre d'une réforme du système monétaire international (une voix par pays au sein du Fonds monétaire international, extension de l'utilisation des droits de tirage spéciaux);

—une protection réelle du marché intérieur face à l'agressivité des multinationales notamment américaines, japonaises ou allemandes.

Remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, en reconnaissant le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises, les DOM-TOM, en négociant des accords bilatéraux avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud. Accords reposant sur l'égalité et les avantages réciproques négociés sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays contre la cible impérialiste. Ces accords pourraient comporter à la fois :

—le règlement des échanges en franc et monnaies de ces pays sans recours à des monnaies intermédiaires;

—la possibilité de pratiquer le troc;

—la suppression des barrières douanières françaises sur les produits finis et semi-finis en provenance de ces pays;

—le développement de transferts technologiques permettant à ces pays l'accession aux brevets dont ils ont besoin pour mener leur propre développement;

—l'aide à la formation scientifique, technique et professionnelle des travailleurs de ces pays;

—des prêts sans intérêts de la France, proportionnels au volume des échanges;

—des tarifs préférentiels pratiqués à l'égard des pays ou groupes de pays signataires;

—la renégociation des accords mutuels dits de «coopération» militaire, incluant le retrait des troupes et bases françaises de tous les pays du Tiers Monde;

—l'aide à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

S'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, en veillant à l'équilibre de la balance des échanges avec chacune d'entre elles, en veillant à ne pas devenir tributaire, sur le plan qualitatif, pour les produits stratégiques de l'une d'entre elles.

Transformer les relations au sein de la CEE par une renégociation du Traité de Rome autour de quatre axes :

—remettre en cause les inégalités qui se sont fait jour entre les différents pays d'Europe;

—remettre en cause les rapports de domination instaurés entre l'Europe et le Tiers Monde;

—permettre à chaque pays de développer s'il le désire une industrie diversifiée remettant en cause l'actuelle répartition des productions au sein de l'Europe;

—remettre en cause l'actuelle division internationale de la production agricole et son corollaire qui est d'imposer au Tiers Monde le développement de cultures essentiellement exportatrices.

En France même, remettre en cause les forces qui ont intérêt au maintien de la situation présente, le capital industriel et financier, l'impérialisme français, en contrôlant sérieusement, et à tous les niveaux de la production à la distribution, les marges et les plus-values dans tous les secteurs de l'économie, en augmentant les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes, en maintenant le pouvoir d'achat des travailleurs et en améliorant celui des bas et moyens salaires comme des petits et moyens paysans, en soumettant toute aide, subvention ou exonération de charges des entreprises, privées comme publiques, à la réalisation effective des investissements et des créations d'emplois.

Cela ne veut pas dire que chacune de ces mesures prises séparément marquerait une rupture même partielle avec l'impérialisme qui sera vraisemblablement capable de s'en accomoder. C'est la globalité de telles mesures, associées à la mobilisation populaire et à une politique éprouvée de solidarité avec le Tiers Monde qui permettra une rupture décisive.

Sans doute cet objectif entre-t-il en contradiction avec la situation objective qui prévaut aujourd'hui dans notre pays. Ce décalage éclaire l'ampleur des tâches qui attendent notre parti et l'ensemble du mouvement communiste, parmi lesquelles le travail d'étude sur la nécessaire reconversion d'une partie importante de l'appareil de production de la France impérialiste, les conséquences quant à la politique d'alliances, les problèmes que cela posera à court et moyen termes.

Ces tâches doivent être absolument accomplies pour que soient réunies les conditions de l'avancée révolutionnaire.

DÉTRUIRE L'ETAT BOURGEOIS, EDIFIER L'ETAT SOCIALISTE

Le caractère impérialiste de la France des années 80 imprègne son appareil et sa politique économiques, détermine les rapports de classes au sein de la société et leurs évolutions. Il imprègne également son appareil politique. Rompre avec l'impérialisme implique, dans le même temps où l'on change de fond en comble l'appareil économique impérialiste, de changer de fond en comble les appareils de l'Etat et d'assurer sa maîtrise par les travailleurs eux-mêmes.

L'Etat capitaliste, dans la France des années 80, ne se réduit pas à une

simple machine coercitive et bureaucratique. Il intervient dans tous les domaines économiques, politiques, militaires, culturels, de l'activité des hommes et participe à leur organisation. Il est devenu une machine fort complexe mettant en jeu de multiples intérêts contradictoires qu'il s'efforce de réguler par le moyen de méthodes et d'institutions : élections, structures de participation, de négociations et d'arbitrages.

Cette transformation de l'Etat tient à la nature impérialiste de la société française et traduit l'évolution des rapports de production et de classes en son sein. L'Etat, produit de la lutte de classes, reflète le processus de concentration du capital, de recherche du profit maximum et de marchés et influe sur lui; il a non seulement pris en mains les grands moyens de communication (SNCF, PTT, etc.), mais il est aussi devenu le stratège économico-politique collectif du capitalisme français au sein du marché impérialiste mondial.

Cette concentration de ses pouvoirs va de pair avec un éclatement et un renforcement de ses fonctions dans la société, qu'il pénètre de ses appareils dans tous les domaines, l'école, la santé, l'information, la culture. De ce fait, les rapports entre l'Etat et la société, l'Etat et les travailleurs, l'Etat et les partis politiques et organisations diverses, sont devenus plus complexes et plus denses. Par l'Etat, la bourgeoisie impérialiste domine la société, y étend son hégémonie en pénétrant l'ensemble des canaux de la vie sociale et y cristallise les rapports de forces et d'intérêts et les conflits. Mais à l'inverse, l'Etat est lui-même pénétré par la lutte des classes et apparaît bien de plus en plus comme l'enjeu central.

Depuis plus de deux années, le Parti socialiste et le Parti communiste français, en poste à l'Elysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale, mettent en œuvre leurs stratégies «d'investissement progressif» de l'Etat : l'«exercice du pouvoir» central, la conquête de «bases d'appui», la mise en œuvre de réformes de structures (nationalisations, décentralisation, nouveaux droits des travailleurs...) devraient permettre, selon eux, de déposséder peu à peu le capital de son Etat et d'avancer graduellement vers le socialisme. La réalité vécue depuis mai 81 s'inscrit en faux contre une telle possibilité et permet de mettre en évidence les mécanismes et rouages de l'Etat impérialiste qui interdisent une évolution «en douceur». Les changements d'équipes gouvernementales modifient un peu la forme, un peu les méthodes, mais ni la nature ni la finalité de l'Etat. Transformer la nature de l'Etat implique de détruire l'Etat bourgeois.

Détruire l'Etat bourgeois ne signifie pas que l'Etat socialiste doive refuser tout héritage du passé. Mais son édification, selon une nouvelle finalité, est basée sur un nouveau type d'organisation : il doit devenir l'Etat des travailleurs, de la grande majorité. En la matière, les expériences positives et négatives des Etats socialistes, l'étude de la question de la dictature du prolétariat et de son contenu, comme la connaissance approfondie de l'Etat impérialiste français, permettent d'avancer quelques orientations concrètes.

Il faut changer la Constitution de la Ve République, en particulier supprimer le Conseil constitutionnel, le Sénat, l'article XVI, la procédure des ordonnances, transformer en profondeur le fonctionnement du corps législatif et réglementaire, réexaminer lois et règlements, remettre en cause le recrutement et la formation des grands corps et de la Haute fonction publique, les mécanismes de l'appareil judiciaire, les différents appareils militaires et répressifs.

Il faudra une nouvelle Constitution pour fonder la légalité socialiste. Ainsi, dans tous les domaines, il s'agit d'allier décentralisation réelle et profonde et centralisation nécessaire. Pour en préciser les formes et les modalités, il faut procéder à un examen minutieux et approfondi des expériences socialistes depuis la Commune de Paris et de l'expérience des travailleurs de notre pays dans l'exercice de la démocratie bourgeoise et au sein de leurs propres organisations; il faut étudier enfin les mécanismes et traditions de l'organisation politique de notre pays. Ceci permettra sans doute de concrétiser les orientations générales suivantes :

—l'élection d'assemblées, à tous les échelons, sur les lieux d'habitation et les lieux de travail;

—le droit de vote et l'égilibilité de tous les travailleurs français et immigrés;

—la rétribution des élus sur la base des salaires des travailleurs;

—l'élection des dirigeants et leur contrôle réel.

De la même façon, il convient de concrétiser les modalités et formes par lesquelles l'Etat socialiste doit permettre l'expression absolument vitale et nécessaire des avis et opinions de tous, l'invention, la prise de responsabilité, la créativité des hommes et des femmes qui produisent et travaillent. Sans la réalisation effective de la démocratie la plus large pour les masses ouvrières et populaires et sans la mise en place de contraintes à l'égard de la petite minorité des anciens exploiteurs qui, profitant de leurs liens internationaux et de leurs richesses, s'efforceraient de rétablir le système ancien, il ne saurait y avoir d'Etat socialiste.

UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LA SATISFACTION DES BESOINS POPULAIRES

Une économie basée sur la satisfaction des besoins populaires suppose l'appropriation collective des principaux moyens de production et d'échange, faute de quoi quelques personnes pourraient continuer à décider de tout et à dominer la société.

Elle suppose aussi une planification générale de l'économie, définissant les besoins et les moyens de leur satisfaction, le rythme de croissance, l'emploi, le contenu et le développement des industries, le rythme de travail, l'interaction des principales branches et entreprises; mais aussi les besoins en travail, en consommation, en scolarité, en logement, en culturel, en défense, en protection de la nature.

Puisque le capitalisme, lui aussi, planifie l'économie aujourd'hui, la réflexion des communistes doit porter non sur sa nécessité mais sur son contenu et ses formes d'élaboration. Le capitalisme régule ce qu'il lui est possible de planifier par rapports de forces, évasion ou rapatriement des capitaux, aides multiples plus ou moins conditionnées. Le reste est réglé par les lois de la jungle de la concurrence et de la concentration. Le socialisme, au contraire, doit assurer démocratisation et décentralisation véritables, faute de quoi, de délégation de pouvoir en délégation de pouvoir, les centres de décision ne seraient qu'administrations et délégués, une dizaine de milliers de personnes ayant seules pouvoir effectif de décision. Une telle planification doit permettre l'expression des différents besoins et intérêts ouvriers et populaires développés par le mouvement syndical et associatif, le mouvement coopératif et mutualiste.

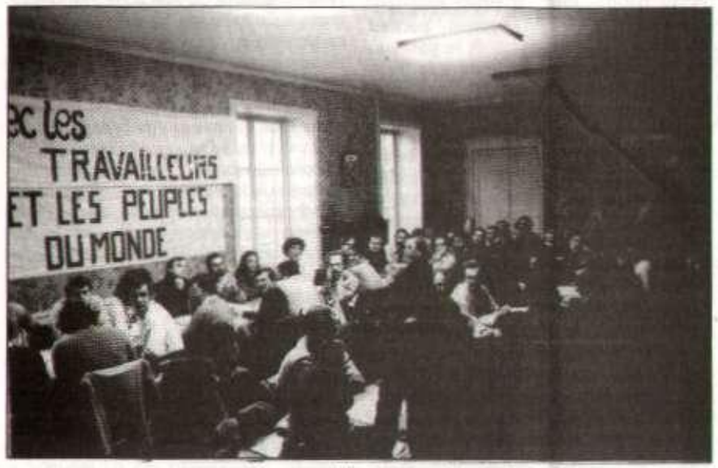
Appropriation des grands moyens de production, planification générale de l'économie, basées sur la démocratie et la décentralisation, permettent de libérer les forces productives, les producteurs. Ainsi peuvent être définis, sur la base de la satisfaction des besoins populaires, les grands choix économiques qui maîtrisent les contradictions —ville-campagne, approvisionnement et besoins énergétiques, industries de base, de transformation et de consommation, rôle du plan et du marché, consommation-accumulation... Ces choix permettent d'assurer les équilibres et de dominer les mutations et progrès technologiques.

UN SOCIALISME POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE

De telles conceptions conduisent à réexaminer la thèse du parti unique et ses rapports aux masses. En URSS, Europe de l'Est, Chine, l'existence, dans les faits ou théorisée, d'un parti unique est le produit d'une situation de tensions extrêmes des rapports de classes, intérieurs comme internationaux, dans des pays issus principalement ou partiellement du féodalisme. Produite par cette réalité et par les conditions de la rupture avec l'impérialisme, l'existence d'un parti unique se transforme en pesanteur, rend difficile ou impossible le contrôle des masses populaires et l'expression d'intérêts spécifiques; l'institutionnalisation du parti offre un terrain adéquat aux déviations bureaucratiques : bien des défauts ou absences de démocratie, le culte de la personnalité, le flou des légalités, le propagandisme, tiennent en partie notable à ce système. Des pays, tels la Chine, qui en héritent cherchent des réformes adéquates. D'autres continuent à encenser ce système et en font même un principe universel du socialisme.

Dans notre pays, où domine depuis près de deux siècles le mode de production capitaliste, lui-même passé au stade impérialiste depuis des décennies, l'existence d'intérêts différents se traduit en partis politiques, syndicats et associations. Ils sont la traduction des rapports de production capitalistes, mais aussi des traditions du mouvement ouvrier et populaire, du développement des forces productives, reflètent la venue sur la scène politique de millions de personnes organisées pour défendre leurs intérêts et leur avenir.

De toutes les classes qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, la classe ouvrière seule est une classe vraiment révolutionnaire. Mais le socialisme ne saurait être l'œuvre de la seule classe ouvrière, encore moins du seul parti communiste; il est bâti par l'ensemble du peuple, dans la diversité de ses coalitions, regroupements et associations, source de démocratie et de richesses, même si aussi porteuse de complexité et de contradictions. Il est préférable de reconnaître la réalité de ces contradictions et leur concrétisation en association d'hommes, plutôt que de pratiquer la coercition; cela constitue une condition même de l'édification du socialisme.



Vue partielle du Congrès

L'étude des expériences historiques d'édification du socialisme, si elle met en évidence le rôle moteur de la classe ouvrière, montre que la rupture de l'alliance ouvriers-paysans en URSS comme dans les pays de l'Est, a conduit à des politiques et des pratiques contraires au socialisme. La priorité donnée à l'industrie lourde ayant pour conséquence une certaine conception de défense exclusive et étroite de certains intérêts ouvriers a conduit à léser dangereusement les intérêts de la paysannerie —ou d'autres couches du peuple— par l'appropriation excessive de leur sur-travail ou par la répression si elles revendiquent et se révoltent. L'appropriation du sur-travail par l'Etat mène, par ailleurs, à priviligier une couche bureaucratique d'Etat. Une gestion économique centralisée dessaisit les producteurs de la maîtrise de leur destin. La détention de l'Etat et de tous les pouvoirs peut conduire à ne pas se conformer aux lois objectives de développement. D'où les pires erreurs qui peuvent à terme transformer une conception du monde d'émancipation sociale en un terrible contraire.

En Chine, cette question de fond soulevée dans les années 50, n'a pas toujours trouvé les réponses appropriées et des erreurs graves ont été commises dans la résolution des contradictions au sein du peuple.

Dans le respect de la légalité socialiste, l'alliance de la classe ouvrière et de toutes les classes et couches populaires, la démocratie, le pluralisme des partis politiques, des mouvements et associations, le droit d'expression, de manifestation et de grève, l'indépendance des syndicats par rapport au pouvoir d'Etat, ne sont pas du domaine du possible et du souhaitable, mais sont nécessaires pour l'édification du socialisme.

L'objectif du parti communiste n'est pas la destruction des autres classes ou couches en alliance, ni leur neutralisation, ni avant ni après la Révolution. Pendant toute l'édification de la société socialiste s'opèrent des uniformisations et des différenciations des forces productives exigeant de nouvelles études et analyses. Le terme de ce processus est une société sans classe. C'est contre un petit nombre d'intérêts, certes puissants mais peu nombreux, reposant sur l'exploitation de l'homme, des nations et peuples que le nouveau pouvoir exerce son hégémonie et non à l'égard d'intérêts différents au sein du peuple.

AGIR POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La réalité internationale des années 80, l'aiguisement de la rivalité entre les deux superpuissances, le poids croissant du Tiers Monde, la place spécifique de l'Europe, conditionnent également le contenu de la politique extérieure socialiste et le chemin pour y parvenir. Quelques orientations se dégagent, fondées sur cette réalité et sur le bilan des expériences passées : il faut défendre la paix mondiale; il faut mettre en

œuvre le principe selon lequel *« un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre »*, une France socialiste ne saurait se conduire en puissance impérialiste ; il faut garantir l'indépendance et la souveraineté du pays et mettre en œuvre la solidarité avec le Tiers Monde et les peuples qui luttent pour leur émancipation.

Défendre la paix nécessite d'agir aux côtés de toutes les forces de paix : dans le monde, aux côtés des peuples et pays du Tiers Monde et particulièrement auprès de cette force de paix qu'est la République populaire de Chine, et aux côtés des forces populaires nouvellement dressées en Europe qui aspirent à la paix. Cela exige d'assurer l'indépendance du pays par la mobilisation du peuple en armes pour la défense du territoire national et par l'édification d'une armée populaire ; cela exige aussi la participation aux instances internationales et la lutte en leur sein aux côtés des pays qui s'opposent à l'impérialisme et à l'hégémonisme des deux superpuissances. Cela exige enfin l'établissement de rapports avec les pays, y compris capitalistes, fondés sur l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté, la non-agression et la non-ingérence mutuelles et la coexistence pacifique. La bataille pour le désarmement prend pour objectif le désarmement général, simultané et contrôlé : le démantèlement des bases militaires situées sur des territoires étrangers, la destruction simultanée des armements nucléaires et conventionnels, en premier lieu des deux superpuissances et la dissolution des deux blocs, OTAN et Pacte de Varsovie.

La solidarité internationale passe non seulement par la reconnaissance du droit à l'indépendance des DOM-TOM et l'établissement de rapports radicalement nouveaux avec le Tiers Monde, mais aussi par le soutien aux luttes nationales et démocratiques et aux luttes prolétariennes de tous les peuples du monde. Ce soutien doit exclure toute ingérence dans le processus interne de ces révolutions en raison du principe selon lequel la révolution ne s'exporte pas.

Réception du 2 novembre 1983

Agir pour la paix et pour la solidarité internationale commence dès aujourd'hui et nécessite des actions concrètes —(que précise une résolution particulière de notre Congrès — voir page 20).

FORGER L'AUTONOMIE ET L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE ET RÉALISER L'ALLIANCE DU PEUPLE

Une telle conception d'un socialisme populaire et démocratique, indépendant, solidaire du Tiers Monde, qui émerge des réalités des années 80 et des spécificités de notre pays et de notre peuple tout en tirant enseignement des décennies passées, permet de dessiner les contours et le contenu du socialisme pour la France et trace la voie pour y parvenir. Il s'agit pour les communistes aujourd'hui de travailler à l'accumulation des forces de la classe ouvrière, de contribuer à forger son autonomie et son unité de classe et de réaliser l'alliance de toutes les classes et couches populaires contre une cible délimitée et précise, les tenants du système capitaliste et impérialiste.

Le processus d'élargissement et de différenciation de la classe ouvrière, la prise en compte de son extension géographique dans le Tiers Monde, dans un contexte d'offensive et de redéploiement du capital —privé ou étatique— imposent de **partir de la diversité pour aller vers l'unité**. Il faut élargir le combat —dans la pensée, le projet et l'activité quotidienne— aux classes ouvrières et aux peuples des nations opprimées.

Le pivot stratégique de l'unité de la classe ouvrière est le démantèlement du procès de production capitaliste pour la satisfaction des besoins économiques, sociaux, culturels, intellectuels des travailleurs. Seul ce point de vue de classe permet à la fois de formuler des objectifs et revendications générales communs à toute la classe —à travail égal, salaire et statut égaux ; solidarité ouvriers français et immigrés ; non aux licenciements, du travail pour tous...— et de prendre en compte les intérêts et revendications spécifiques à telle couche ou secteur, à telle entreprise, à telle situation particulière.

La reconnaissance de la diversité au sein de la classe sur la base de ses intérêts anticapitalistes, conduit à développer les actions communes, sur la base des revendications des uns et des autres, tout en menant la discussion et la confrontation d'idées. Dans certains cas, qualifier de « corporatismes » et d'étrangères à la classe, les revendications de telle catégorie, conduit à accentuer la division inscrite dans le système capitaliste, ou à identifier la lutte ouvrière à celle de sa propre organisation, en niant le caractère ouvrier de toutes les autres. C'est sur ces bases que doivent être appréciées les lignes des grandes confédérations syndicales.

Les intérêts de la classe ouvrière ne fournissent pas d'emblée le programme des classes et couches populaires, qui doit cerner et reconnaître les différences d'intérêts entre les classes et couches populaires et les liens qu'elles entretiennent entre elles. Ces différences naissent du mode de production capitaliste même et tiennent à leur place et à leur rôle. Elles tiennent aussi à la survivance de rapports de production anciens, rapports dépassés mais qui ne sauraient être traités par une mort brutale ou par l'ignorance. Autrement dit, les alliances à passer ne constituent pas un ralliement aux positions propres de la classe ouvrière. Les alliances à passer forment le contenu du pouvoir socialiste et tracent le chemin de la révolution. Pour aller au socialisme et l'édifier la politique d'alliances d'un parti communiste ne saurait être que stratégique.

La physionomie d'une France coupée en deux camps, gauche/droite, 50/50, ne transcrit en rien la disposition des classes dans leur rapport au système d'exploitation des hommes et des peuples. Il s'agit, en fait, de rassembler l'immense majorité en rejet de ce système. Réaliser cette alliance implique de la proposer non pas en premier lieu sur la base des intérêts de la classe ouvrière, mais contre une cible délimitée et précise. Il faut reconnaître et respecter ce qui est différent chez les autres, comme intérêts, compréhensions du combat, modes de combat, dans la lutte contre la même cible. L'élaboration du programme socialiste doit être la concrétisation et l'engagement au respect réciproque, à la reconnaissance et au soutien mutuels, à l'unité d'action des rangs populaires et au débat idéologique en leur sein.

Cette politique et pratique quotidiennes de l'alliance, en cohérence avec le contenu du socialisme, rejette toutes les pratiques et ambitions hégémonistes au sein du mouvement ouvrier et populaire. Elle se distingue foncièrement des analyses de classes et des politiques d'alliances pratiquées le plus souvent dans les rangs ouvriers et populaires. Le PS, avec la notion et pratique de « front de classe » ne reconnaît pas de rôle historique décisif à la classe ouvrière et nie l'importance de l'antagonisme de classes dans la transformation sociale. Le PCF, avec la notion de « travailleur collectif » réduit par trop l'ensemble des contradictions à la contradiction fondamentale. Selon une conception et une pratique bien courantes, il considère que tout ce qui est travailleur, avec un peu de conscience et d'éducation, rejoindra le PCF car lui seul est porteur des intérêts immédiats et stratégiques de la classe ouvrière ; le reste de la société n'est, en général, que manipulation de la droite ou « fausse gauche ». Tout ce qui n'est pas centralisé ou contrôlé par lui doit, dès lors, être neutralisé ou détruit. Cette conception reste sous-jacente lorsqu'il pratique les politiques d'alliances les plus diverses, y compris celles qui portent préjudice aux intérêts ouvriers. Elle considère toute politique d'alliances comme tactique. Cette disposition des forces, inscrite dans la pratique du PCF, est des plus pernicieuses, car elle ôte toute possibilité de diriger l'ensemble des rapports économiques, politiques et sociaux d'une société, hormis par la force et la coercition. Elle perturbe à la fois la vision de la société, ses relations avec les autres nations et peuples, les relations du parti avec les autres nations et peuples, avec les autres organisations structurées, et aussi les rapports internes au parti. Un parti communiste est par essence contradiction : défendant les intérêts de la classe ouvrière, il vise l'unité contre la bourgeoisie des autres classes sociales, à ses côtés, avec lui, et non sous son contrôle et pour ses propres intérêts.

L'accumulation des forces de la classe ouvrière et du peuple se gagne dans tous les combats, batailles revendicatives et de masse, luttes électorales et dans les appareils de l'Etat, bataille des idées et de l'organisation du plus grand nombre, dans les syndicats et les associations populaires. Elle comprend aussi l'édification et le renforcement du parti communiste dans le cadre du renouveau du communisme.

Seule l'unité des forces ouvrières et populaires mobilisées et organisées, l'unité de l'immense majorité de notre peuple est susceptible, utilisant toutes les brèches et divisions du capital impérialiste, de ses tenants, de son Etat, de l'isoler et de l'abattre. Sa résistance à un changement radical sera acharnée et féroce, usera de toutes les violences et de tous les moyens. Ses réactions au 10 mai 1981 en donnent un aperçu, même si fort minime. C'est le rôle d'un parti communiste d'y préparer les forces ouvrières et populaires et de contribuer à les unifier contre cette cible.

Définir avec précision les formes des affrontements ultérieurs et de l'affrontement révolutionnaire victorieux, exigerait de connaître les rapports de forces nationaux et internationaux futurs. Sans aucun doute il faut se préparer au pire, aux conjurations de l'impérialisme international et aux pires violences du capital dépossédé de son pouvoir. Dans la période actuelle, d'offensive des forces réactionnaires et de crise du mouvement ouvrier et populaire, et du mouvement communiste, il est impérieux et prioritaire de mener de pair l'élucidation du contenu du socialisme pour la France et l'accumulation des forces ouvrières et populaires sur des bases et références renouvelées.

LES RÉFÉRENCES COMMUNISTES

S'engager solidement, sur le terrain de l'action et de la pensée, en unité et en lutte d'idées au sein du mouvement ouvrier et populaire, et particulièrement du mouvement communiste, dans la voie de la redéfinition de propositions stratégiques adaptées aux réalités nouvelles des années 80 (rupture avec l'impérialisme, Etat, alliances, paix, rapport aux masses), permet de poser **nouvellement** la question des références idéologiques des communistes et de leurs responsabilités, (et des limites de celles-ci), dans la crise du communisme.

Penser nouvellement les références exige d'écarter deux attitudes de pensée extrêmes dont la vie montre les dangers et l'impasse. La première attitude, absolue, présente deux visages contradictoires : l'une, thèse du PCUS, c'est l'infaillibilité du soi-disant marxisme-léninisme codifié de Moscou et dont la pérennité est garantie par tous les moyens, chars y compris ; l'autre, qui nourrit un courant au sein de la social-démocratie, affirme que « Staline conduit au goulag, donc Lénine et Marx y conduisent aussi » et que le marxisme a fait ses preuves d'ignominie et d'impuissance. La seconde attitude, relativiste, que développe le PCF, notamment lors de son XXIVe Congrès, recueille l'ensemble de l'héritage, de Marx à Lukács, de Lénine à Gramsci, de Mao à Brejnev, et accepte comme références tous les marxismes.

Un nouveau regard —d'ailleurs porté par la méthode de pensée marxiste — nécessite de **penser** (et d'étudier) les références, les pensées successives des grands dirigeants révolutionnaires depuis Marx, en rapport avec l'époque qui les produisit, les problèmes qu'elles avaient à résoudre, ceux qu'elles ont résolus, ceux qu'elles n'ont pas résolus. La Chine créa Mao Zedong et en retour Mao Zedong participa à créer la Chine ; on ne saurait appréhender l'apport théorique et pratique de Mao Zedong hors de cette réalité située dans l'espace et dans le temps.

Ainsi, Marx et Engels, produits de l'époque du capitalisme européen ascendant et du prolétariat naissant, ont apporté la théorie du capital, des lois concernant la lutte des classes, le rôle de l'Etat et de sa destruction, l'organisation des classes et ont mis au point une conception du monde et une méthode de pensée radicalement nouvelles, matérialistes historiques et dialectiques. Lénine, produit de l'époque de l'impérialisme monopoliste d'Etat et de l'éveil des peuples coloniaux, a dégagé des lois de l'impérialisme et du combat contre lui, mis en évidence la nécessité des alliances pour la prise du pouvoir et avancé dans l'organisation du prolétariat en parti ; il a engagé et conduit pour la première fois l'édification socialiste dans un pays. Mao Zedong, produit de l'époque de l'irruption et de la libération des peuples opprimés par l'impérialisme en Asie, en Afrique, en Amérique latine, a dégagé les lois de la révolution de démocratie nouvelle ; traitant des alliances de classes dans le cadre du socialisme, il a élucidé la différenciation entre deux types de contradictions et dégagé certaines contradictions-clés de l'édification du socialisme.

Examiner les références au regard des problèmes posés à l'époque et dans le lieu de leur production, et non comme absolus répondant à tout et en tout temps, établit solidement leur caractère relatif, et dans le même temps permet de vérifier —ou non— la vérité d'ordre universel qu'elles portent. Quand elles ne sont plus credo, les références marxistes gagnent en crédibilité et en efficacité.

Dans une telle démarche, la question de Staline peut être posée et traitée avec le maximum de profit pour le

Conférence de presse du 2 novembre.

présent et l'avenir. Echappant aux fausses solutions des excommunications ou des adulations, elle permet, par l'examen minutieux de l'histoire de l'Union soviétique, de ses étapes, de ses problèmes, de déceler les racines économiques, politiques et aussi idéologiques qui ont conduit à des actes, accomplis à l'échelle de la société, contraires au socialisme même. De manière générale, il apparaît qu'une politique d'édification qui fait payer l'industrialisation par l'extorsion d'un surtravail notamment aux masses paysannes, ait produit les pires aberrations et crimes. Une conception de la politique des alliances, du rapport aux masses, du rôle du parti communiste dans l'Etat socialiste, un volontarisme néfaste souvent présent chez les communistes, parfois exacerbé quand ils sont au pouvoir, sont ici en cause et à bannir des références des communistes. Charger un homme de tous les crimes comme le fit Khrouchtchev à l'égard de Staline ou bien «enfermer le cadavre dans le placard», ne sert qu'à court-circuiter les vraies questions vitales pour l'avenir de l'humanité et du communisme. Il n'est pas plus acceptable de s'en tenir à l'exposé des mérites de Staline et à l'invocation des «avatars» et «aléas» nécessaires de l'histoire. Le bilan est déjà engagé par les communistes et les non-communistes de par le monde, dans la controverse, la passion et aussi la mauvaise foi et la défense d'intérêts bien concrets. Le bilan du socialisme depuis ses débuts est à poursuivre, et l'étude doit être menée sans arrière-pensée ni a priori, sans impatience ni retard. Elle devrait permettre de cerner précisément en quoi et dans quelle mesure, les politiques suivies ont contribué à la transformation de l'URSS en pays impérialiste. Elle devrait permettre de saisir les processus économiques (rapports de production, choix d'édification), les processus politiques (rupture d'alliances, répression à grande échelle violant la légalité socialiste) et les processus idéologiques (volontarisme...) qui ont provoqué cette transformation dans un contexte international d'affrontement à l'impérialisme mondial.

Une nouvelle problématique des références écarte d'emblée et sans hésiter Brejnev et Andropov des références communistes et conduit à combattre l'action mais aussi le système de références du PCUS. En effet, aux pratiques impérialistes de Prague, Varsovie et Kaboul, correspond un corps de thèses, *«souveraineté limitée»*, *«centre mondial du communisme»*, *«alliés naturels»*, *«division internationale socialiste du travail»*. Au «modèle soviétique» qui fait dominer la centralisation et la bureaucratie au détriment de la décentralisation et de la démocratie, qui fait dominer la militarisation et l'industrie lourde au détriment des équilibres économiques, les intérêts du corps administratif au détriment de ceux des larges masses ouvrières et populaires, les intérêts grand-russes au détriment de ceux des nationalités soviétiques, correspond un corps doctrinaire concernant le parti, les alliances et l'Etat. Ce corps doctrinaire est à rejeter globalement.

La transformation de l'URSS de pays socialiste en pays impérialiste, produit d'un changement qualitatif des rapports de classes en son sein, s'opère de manière spécifique à l'issue de la deuxième guerre mondiale, dans un remodelage du monde où l'irruption du Tiers Monde bouscule la division en deux camps qu'avait figée Yalta. Cette transformation de l'URSS, fait objectif, perturbe en retour la disposition des forces à l'échelle planétaire, cause la déstabilisation des références communistes et fait éclater le mouvement communiste international. La scission des années 60, le déclenchement de la Révolution culturelle, l'eurocommunisme, la remontée des social-démocraties, la création des partis marxistes-léninistes, phénomènes produits par des conditions spécifiques propres à chaque pays et à chaque situation, se sont déclenchés sous l'effet de la transformation de l'URSS en pays impérialiste, nécessitant le rejet de la conception théorique qui en est à la fois reflet et moteur.

Avec l'éclatement du mouvement communiste international, un immense mouvement de remise en cause, un gigantesque brassage d'idées et une nécessaire réforme des idées et pratiques, s'effectuent chez les communistes du monde entier, sur la base de leur affrontement aux réalités de la seconde moitié de ce siècle. Tandis que s'effectue la décomposition du mouvement communiste international, il se recompose peu à peu, autour d'idées convergentes exprimées par des partis pourtant forgés par des histoires et des références différentes :

—refus d'un centre mondial de commandement, qui va de la prise de distance par rapport à l'URSS au combat de l'hégémonisme;

—affirmation de l'existence de différentes voies d'édification socialiste;

—importance des questions d'alliances, de démocratie et de rapport parti-masses;

—nécessité de maîtriser le rapport centralisation-décentralisation au plan économique et politique;

—alliance et solidarité avec le Tiers Monde.

Ces points, qui constituent des enjeux-clés de l'avancée révolutionnaire des prolétariats et des peuples, sont ceux dans lesquels s'inscrivent la pensée et l'action du PCML et sa contribution pour le renouveau du communisme.

AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES DU MONDE POUR LE RENOUVEAU DU COMMUNISME AGIR AVEC LE PCML

Le PCML prend pour cible de son combat : —l'offensive des forces du capital, la droite et sa politique rétrograde et xénophobe, les mesures d'austérité prises par le gouvernement; —l'impérialisme et notamment les deux superpuissances. Il participe aux luttes des travailleurs et travailleuses, jeunes et moins jeunes, français et immigrés, pour la défense de leurs droits, de leurs intérêts, de leurs aspirations, pour le travail pour tous, le mieux-vivre, pour leurs libertés, pour l'accès à la santé, au savoir et à la culture. Il contribue, sur cette base, à l'organisation des travailleurs dans les syndicats et les organisations populaires dont ils se dotent. Dans le respect de leurs programmes et de leurs règles de fonctionnement, de leurs statuts, mandats et votes et de leur démocratie interne, il s'y bat pour la défense des intérêts ouvriers et populaires. Il œuvre à l'unité de la classe ouvrière en partant de la diversité de ses intérêts, aspirations et organisations, en recherchant les points d'accord, en bannissant l'esprit de boutique et les exclusives. Le PCML se bat sur tous les terrains de lutte, œuvre pour les réformes et leur utilisation dans l'intérêt des travailleurs et de l'élévation de leur capacité de combat.

Le PCML s'efforce de contribuer aux alliances les plus larges de toutes les classes et couches populaires contre la cible, prenant en compte la spécificité de leurs intérêts. Il agit en commun avec toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire, dans les batailles pour la démocratie, contre le racisme, pour la paix et la solidarité internationale, dans les villes et les villages. Il travaille à promouvoir une politique d'unité au sein des organisations et d'alliances entre elles, sans exclusive ni hégémonisme.

Dans cette action, pour contribuer au renouveau, parmi les travailleurs, aux côtés des hommes et femmes de notre peuple, le PCML recherche la confrontation des idées et des pratiques. Il est vital de dégager les raisons de la crise du mouvement ouvrier et populaire, d'en extirper les racines, d'éliminer les stratégies et pratiques négatives pour l'action et l'unité ouvrières et populaires. Pour ce faire, le PCML ne pratique pas tant par dénonciation ou «étiquetage» des uns et des autres, mais par la mise en avant d'analyses, de points de vue, de propositions positives et concrètes pour la réflexion et l'action. Il s'efforce de progresser dans l'élaboration de propositions stratégiques et de réformes immédiates sur la base de l'expérience et par la confrontation. Sa contribution originale au renouveau est à la fois l'avancée de ses propositions et orientations stratégiques et une bataille concrète, de tous les instants, pour que gagne du terrain un nouvelle politique parmi les travailleurs, un nouveau rapport aux travailleurs et aux travailleurs organisés, une nouvelle pratique des alliances, pour que les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes, en leur force, en leur capacité d'agir, de s'unir et de vaincre. C'est à la source que constituent les travailleurs et leur combat que doit puiser le renouveau et que les communistes trouvent et trouveront force pour recomposer un parti communiste neuf, puissant et porteur d'avenir.

Parti d'action, œuvrant dans le sens de l'intérêt des travailleurs de notre pays, des intérêts des peuples du monde, pour le renouveau du communisme, le PCML appelle les travailleurs, les militants résolus à trouver la voie de l'avenir, à agir à ses côtés et à rejoindre ses rangs.

AGIR POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

L'aspiration des peuples à la paix se manifeste de plus en plus puissamment dans ces années 80. Le Tiers Monde se bat pour un nouvel ordre économique international et l'indépendance. Les peuples d'Europe occidentale manifestent par millions contre les euromissiles. Les peuples américains expriment leur opposition à la politique de course aux armements des USA. En URSS, en Europe de l'Est, de plus en plus nombreuses sont les voix qui s'élèvent dans des conditions très difficiles pour remettre en cause la course aux armements menée par l'URSS et les pays du Pacte de Varsovie. Sous de multiples formes et dans des conditions très diverses, c'est une même aspiration à la paix et au développement dans l'indépendance qui se fait ainsi de plus en plus pressante.

Cette nouvelle exigence de paix répond au danger croissant d'une troisième guerre mondiale. La guerre est déjà la réalité quotidienne de millions de femmes et d'hommes dans le Tiers Monde : au Cambodge, en Afghanistan, en Erythrée, en Irak et en Iran, au Liban, au Salvador... Et de nombreux facteurs sont réunis pour que d'autres foyers de guerre apparaissent dans d'autres pays du Tiers Monde. L'Europe ressemble de plus en plus à un gigantesque arsenal et la course aux armements entre les deux superpuissances américaine et soviétique n'est ni stoppée ni ralentie par leurs négociations; elle s'accélère au contraire.

A elles seules, ces deux superpuissances détiennent 95% des armes nucléaires, 95% des sous-marins; elles assurent 74% du commerce des armes dans le monde et 70% des dépenses militaires mondiales.

Leur rivalité pour l'hégémonie mondiale intervient dans tous les conflits et tensions actuels, soit qu'ils les suscitent, soit qu'ils les utilisent. Et demain, elle peut déboucher sur une troisième guerre mondiale.

AGIR POUR LA PAIX AVEC LE TIERS MONDE

Les peuples et pays du Tiers Monde sont la principale force s'opposant à l'impérialisme, aux deux superpuissances; ils sont la principale force pour défendre la paix, les plus proches alliés du peuple français et des peuples d'Europe face à la montée du danger de guerre.

Le PCML agit pour que la France reconnaisse le bien-fondé des revendications des pays du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique international et y réponde favorablement, qu'elle paie les matières premières à un juste prix, fixé par les pays producteurs eux-mêmes, que la coopération économique et culturelle réponde aux besoins fixés par les pays du Tiers Monde eux-mêmes. Plus largement, le PCML soutient la lutte du Tiers Monde pour imposer au Nord le nouvel ordre économique international, il soutient le développement de la coopération Sud-Sud face aux blocages des négociations Nord-Sud.

Le PCML agit pour le resserrement de la coopération entre la France et la République populaire de Chine. La Chine, pays socialiste du Tiers Monde, tant par sa politique internationale, l'édification, la croissance et la modernisation de son économie que par le développement de la coopération et de l'unité avec les autres pays du Tiers Monde, représente une force décisive dans l'affrontement avec l'impérialisme, pour la défense de la paix mondiale.

Le PCML agit pour que la Méditerranée appartienne aux peuples et pays méditerranéens; il agit pour que les flottes soviétique et américaine évacuent la Méditerranée, contre les bases militaires soviétiques et américaines dans les pays riverains.

Le PCML agit en faveur d'une aide politique, sanitaire et en matériel militaire aux pays et peuples victimes des agressions des USA et de l'URSS. Les succès des pays et peuples du Tiers Monde dans leurs luttes contre ces agressions et ingérences mettent en difficulté les superpuissances et contrarient leur stratégie d'hégémonie mondiale, ils sont donc conformes aux intérêts des peuples d'Europe. Ainsi, une aide multiforme et appropriée doit être apportée par la France au Nicaragua, aux peuples du Salvador, afghan, cambodgien et palestinien notamment.

La France doit reconnaître officiellement l'OLP, représentant unique du peuple palestinien, et rompre les relations diplomatiques avec Israël. Sans reconnaissance de l'OLP et du droit du peuple palestinien à une patrie, il n'est pas de paix possible au Proche-Orient, où les conflits s'aggravent continuellement et menacent la paix mondiale.

La France doit reconnaître et soutenir le seul gouvernement légal cambodgien, le gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, jusqu'à ce que soient organisées après le départ des troupes d'occupation vietnamiennes et sous le contrôle de l'ONU, des élections libres. La France, pour accélérer la solution politique du problème, doit suspendre ses relations économiques avec le Vietnam, que celui-ci utilise pour soutenir son effort de guerre.

La France doit établir des relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée.

Le PCML s'attachera à développer ses relations avec la Yougoslavie et demande le renforcement des relations avec celle-ci qui est un des pays qui jouent un rôle déterminant dans le mouvement des pays non alignés.

La France doit rompre ses relations avec l'Afrique du Sud, appliquer les résolutions de l'ONU et de l'OUA à ce sujet, soutenir les luttes des peuples namibien et azanien sur tous les plans et entretenir des relations avec leurs organisations respectives.

Le PCML agit pour que la France rompe avec sa politique impérialiste et néo-coloniale. Le PCML agit donc pour que la France reconnaisse le droit à l'indépendance des colonies françaises « DOM-TOM » et soutient les revendications de leurs peuples. La France doit respecter l'intégrité territoriale des Comores et restituer Mayotte; les mercenaires doivent quitter Mayotte; les essais nucléaires français dans le Pacifique doivent être arrêtés.

Le PCML se prononce en faveur du retrait des troupes françaises stationnées en Afrique pour la restitution des bases militaires aux pays où elles se trouvent.

Les troupes françaises doivent se retirer du Tchad; le peuple tchadien et les peuples africains doivent régler entre eux leurs propres différends sans aucune ingérence extérieure.

Face aux ingérences et agressions des superpuissances dans le Tiers Monde, le PCML demande que la France réponde aux demandes de soutien des pays et peuples en lutte pour leurs droits nationaux. Cette aide doit se faire dans le respect des décisions des organisations nationales, régionales et mondiales qui représentent les pays et peuples du Tiers Monde en excluant toute ingérence à caractère impérialiste ou néo-colonialiste.

AGIR POUR LE DESARMEMENT GENERAL, SIMULTANE ET CONTROLE

La course aux armements prend pour justification la recherche de « l'équilibre des forces » conventionnelles et nucléaires, stratégiques et tactiques, entre l'Est et l'Ouest. Outre son caractère discutable – et fort discuté selon les experts et leurs sources – cette notion d'« équilibre » est de fait le prétexte de la course aux armements; chacune des deux superpuissances prétendant combler un déséquilibre dans un secteur ou une région, recherche sans cesse la suprématie sur l'autre. Le moteur de la course aux armements est la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale. Les accords partiels (SALT) n'ont nullement ralenti la course aux armements, pas plus que l'aboutissement de la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'essence des rapports entre les deux superpuissances étant la rivalité pour l'hégémonie mondiale, la logique de l'équilibre est non seulement inadéquate mais dangereuse. Il faut rompre avec cette logique de l'équilibre pour, avec les peuples et pays du Tiers Monde, avec le mouvement des non alignés, avec les peuples des autres pays européens, dire avec force : il faut mettre un terme à la course aux armements, il faut désarmer.

La bataille pour le désarmement prend pour objectif le désarmement général.

Mais la politique de lutte pour l'hégémonie des deux superpuissances, leur supériorité militaire écrasante, nécessitent comme l'exigent de très nombreux pays, que ce désarmement commence par l'URSS et les USA.

L'URSS et les USA doivent, simultanément et sous contrôle international :

– commencer elles-mêmes à désarmer, tant leur potentiel nucléaire, chimique, bactériologique que conventionnel;

– démanteler toutes leurs bases à l'étranger;

– respecter dans les faits les principes de la Charte de l'ONU, le droit pour chaque peuple de disposer de lui-même, le droit à l'indépendance, la non-intervention dans les affaires intérieures, le droit au développement.

Sur cette base, il sera possible d'engager un véritable désarmement général, simultané et contrôlé ne mettant pas en danger l'indépendance des pays du Tiers Monde, d'Europe et leur permettant au contraire de se libérer du fardeau croissant des dépenses militaires.

AGIR POUR LA PAIX EN EUROPE

L'Europe reste l'enjeu principal de la rivalité USA-URSS pour l'hégémonie mondiale en raison de son potentiel économique et humain. Leur course aux armements sur le sol européen reflète cette rivalité des deux superpuissances et en est l'un des instruments.

Les USA, en installant les Cruise et les Pershing en Europe n'ont pas pour but d'assurer une meilleure défense et indépendance de ces pays face aux SS 20 soviétiques. Les USA veulent passer d'une stratégie «anticités» à une stratégie «antiforces» leur permettant éventuellement une première frappe désarmante sur l'URSS et pouvoir faire de l'Europe le «théâtre» d'un conflit nucléaire avec l'URSS et le Pacte de Varsovie, le «sanctuaire» américain étant préservé.

Cette installation correspond aux intérêts et à la stratégie de l'impérialisme américain.

L'URSS se présente comme une puissance désireuse de paix et justifie sa politique européenne par des nécessités de défense face aux USA et à l'OTAN. Cependant, elle occupe militairement par le biais du Pacte de Varsovie la plupart des pays de l'Europe de l'Est; elle a envahi la Tchécoslovaquie en 1968, et depuis 1980 particulièrement elle s'ingère continuellement et brutalement dans les affaires du gouvernement et du peuple polonais, les menaçant d'intervention au cas où ils n'obéiraient pas à leurs diktats. La nature et le niveau des forces armées, conventionnelles et nucléaires, en augmentation et perfectionnement continuels, braqués sur les peuples et pays d'Europe occidentale témoignent non pas d'une politique pacifique de défense de l'URSS mais de la recherche de la supériorité dans la capacité d'offensive sur le théâtre européen et de la volonté de domination de l'Europe.

L'installation massive des SS 20 dès 1975 en est une preuve manifeste; elle correspond aux intérêts et à la stratégie de la superpuissance impérialiste soviétique.

Les peuples d'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, doivent donc lutter pour obtenir :

– simultanément, la non installation des Cruise, des Pershing II US et l'arrêt du redéploiement des SS 20, la destruction de ceux qui sont déjà en place;

– la réduction simultanée des armements conventionnels et nucléaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie;

– le retrait des troupes et bases soviétiques et américaines d'Europe;

– la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

En URSS comme en Europe de l'Est, s'élèvent maintenant des voix pour exiger le désarmement de l'Est comme de l'Ouest. Le PCML soutient l'émergence d'un tel courant face à la répression dont il est l'objet car l'existence d'un mouvement favorable au désarmement bilatéral dans les pays d'Europe de l'Est est une nécessité pour sauvegarder la paix mondiale. Ces deux dernières années, des millions et des millions d'hommes et de femmes sont descendus dans la rue pour défendre la paix, à Rome, à Bonn, à Stockholm, à Paris, à Athènes et dans d'autres villes d'Europe occidentale. Ce mouvement exprime avant toute chose une conscience nouvelle du danger croissant d'une troisième guerre mondiale et du fait que l'Europe trinquera, ainsi qu'une exigence du désarmement. Cette force neuve, par son éclatement, sa diversité, ses interrogations et ses ouvertures, constitue en Europe un potentiel gigantesque et décisif de lutte contre la guerre.

A terme, les pays et peuples européens ne pourront garantir leur indépendance et la paix qu'en renforçant leur unité face aux deux superpuissances, en particulier par la recherche d'une coordination des actions de défense dans une Europe pacifique, non alignée et solidaire du Tiers Monde.

POUR UNE ACTIVITE POLITIQUE FRANÇAISE DE PAIX

En France, où un potentiel de lutte pour la paix existe et s'est déjà révélé par des manifestations diverses regroupant des centaines de milliers d'hommes et de femmes, cette diversité est précisément mise en avant pour justifier des replis frileux et sectaires, des initiatives visant à «mieux se démarquer» ou la recherche d'hégémonie organisationnelle. De telles attitudes ne pourraient conduire qu'à diviser un mouvement qui n'aura de force et d'impact que rassemblé et massif. Le PCML, pour sa part, luttera pour que cette diversité, reconnue comme faisant la force du mouvement dans les autres pays d'Europe, soit en France aussi la richesse d'une lutte unie et non un instrument de divisions partisanes.

Une défense française moderne et efficace est indispensable actuellement et la possession par la France (comme par d'autres pays, du Tiers Monde) de l'arme nucléaire, en brisant le monopole nucléaire des deux grands, joue un rôle positif en créant un obstacle à leur stratégie d'hégémonie mondiale.

Le PCML préconise l'introduction dans la Constitution d'un article interdisant la capitulation en cas d'occupation de la France par une puissance étrangère, déclarant anticonstitutionnel tout traité avec un occupant. Il se prononce en faveur de la mise sur pied d'un réseau de protection civile permettant d'abriter la population en cas de menace ou d'attaque nucléaire. Il est favorable au maintien de la conscription et s'opposera à toutes les tentatives visant à aller vers une armée de métier. Il agit pour une instruction militaire sérieuse du contingent.

Cependant, une politique active de paix pour la France ne peut reposer que sur la rupture avec la politique impérialiste et néo-coloniale. Ainsi, lutter pour la paix au Proche-Orient, c'est reconnaître l'OLP et non bombarder Beyrouth. Lutter pour la paix en Afrique, c'est appliquer les résolutions de l'OUA sur l'Afrique du Sud et la Namibie, et non envoyer les parachutistes défendre au Tchad les intérêts de la France néo-coloniale. Par ailleurs, pour la France comme pour aucun autre pays, la course aux armements n'est à terme viable et décisive pour gagner la paix.

Soutenir les peuples et pays du Tiers Monde et s'allier à eux sur la base des intérêts mutuels, s'opposer à l'hégémonie des deux superpuissances en Europe et dans le monde, travailler à l'unité des peuples et pays européens pour une Europe non alignée et solidaire du Tiers Monde, lutter pour un désarmement général qui commence par les deux superpuissances, telles sont les orientations politiques fondamentales et nécessaires pour que notre pays apporte sa contribution à la paix mondiale et la gagne lui-même.

LES ELECTIONS EUROPEENNES

Les élections européennes du 17 juin 1984 vont se dérouler dans un contexte marqué par les difficultés économiques que rencontre l'ensemble des pays européens dans le cadre de la crise impérialiste mondiale. Dans ce cadre, les différents pays impérialistes européens s'efforcent de mettre en œuvre un redéploiement de leurs capitaux à l'échelle mondiale, à la fois solidairement et concurrentiellement. Cette politique les conduit à chercher à préserver des zones d'influence ou des marchés qui leur sont propres et à essayer d'en conquérir d'autres, tantôt en s'opposant à l'une ou l'autre des superpuissances, tantôt en coopérant avec l'une d'entre elles. Dans leurs relations économiques avec les USA notamment, les pays de la CEE subissent la domination américaine, qui, par l'intermédiaire du dollar par exemple, fait reporter une part de sa crise sur eux.

Le développement de ce processus a également pour conséquence la compétition entre les pays hautement industrialisés pour la conquête des marchés et l'accentuation des contradictions entre les différents pays européens, ces contradictions ayant souvent pour base objective l'inégal niveau de développement atteint par les différents pays et la crainte des uns de se voir dominer par les autres.

Pour les travailleurs des différents pays, la concentration et le redéploiement du capital européen ont des conséquences dramatiques :

– les licenciements et le chômage;

– la liquidation accélérée des petits et moyens paysans;

– la mise en œuvre dans les pays européens, à des degrés divers, des politiques d'«austérité» qui remettent en cause le pouvoir d'achat et les avantages acquis par les travailleurs.

Par rapport aux pays du Tiers Monde, les pays européens et la CEE manifestent des intérêts communs avec les USA, que ce soit dans le cadre du Club des dix, au sein du FMI, à la CNUCED... Ils

ont toutefois adopté une politique différente de celle des USA, accordant sur un certain nombre de points satisfaction à des revendications de ces pays, comme dans le cadre de la Convention de Lomé. Cependant, par rapport à ces pays, l'essence de leur politique demeure impérialiste.

Compte tenu de cette situation d'ensemble, notre parti est favorable à une renégociation du Traité de Rome autour de quatre axes :

—remettre en cause les inégalités qui se sont fait jour entre les différents pays d'Europe;

—remettre en cause les rapports de domination instaurés entre l'Europe et le Tiers Monde;

—permettre à chaque pays de développer s'il le désire une industrie diversifiée remettant en cause l'actuelle répartition des productions au sein de l'Europe;

—remettre en cause l'actuelle division internationale de la production agricole et son corollaire qui est d'imposer au Tiers Monde le développement de cultures essentiellement exportatrices au détriment de sa propre autosuffisance alimentaire.

Concernant les différentes mesures adoptées ou proposées par la CEE, et notamment son élargissement, notre parti se prononce en fonction des conséquences qu'elles impliquent pour les travailleurs des différents pays :

—il s'oppose aux mesures entraînant les licenciements et le chômage;

—il s'oppose aux mesures entraînant la baisse du revenu et la liquidation des petits et moyens paysans et artisans (pêcheurs par exemple);

—il s'oppose à des mesures qui entraîneraient la remise en cause des droits et libertés pour les travailleurs.

La situation des années 80 est également marquée par une extrême tension au niveau international, dominée par la rivalité entre les USA et l'URSS, faisant planer à tout moment le risque de guerre, notamment en Europe, enjeu de cette rivalité.

Concernant la question de la paix, notre parti se prononce pour le désarmement simultané et contrôlé des deux blocs, comportant à la fois :

—le retrait et la destruction de tous les SS20 et le non-déploiement des Pershing II et des Cruise;

—la réduction parallèle des armements conventionnels et nucléaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie;

—la suppression de leurs bases et troupes dans les territoires étrangers jusqu'à la dissolution complète et simultanée des deux blocs.

Pour l'Europe, enjeu de la rivalité entre les deux superpuissances, une garantie pour les peuples de ces pays serait la constitution d'une défense européenne indépendante. Or, cela impliquerait à la fois la diffusion de l'armement nucléaire et la construction d'une unité politique de l'Europe. C'est aujourd'hui impossible car les pays européens n'ont pas la volonté politique de surmonter les intérêts divergents qui les séparent et, d'autre part, aucune des deux superpuissances ne le permettrait. De plus, dans la situation actuelle, une telle unité politique présenterait des dangers sérieux de perte de souveraineté pour les pays en position d'infériorité par rapport à d'autres au sein de la CEE. Toutefois, notre parti prendra en compte positivement des accords entre deux ou plusieurs Etats européens dans la mesure où ils tendent à renforcer la défense face aux superpuissances tout en préservant la souveraineté nationale de chaque pays européen. De la même manière, notre parti se prononce pour le maintien opérationnel de la force de frappe française tant que l'armement des deux superpuissances n'a pas été réduit de façon conséquente et pour le développement en France d'un système de défense populaire et de protection civile.

Concernant le mode de scrutin des prochaines élections européennes, notre parti condamne son caractère sélectif, empêchant l'expression et la représentation des petites formations et se prononce pour l'instauration de la proportionnelle intégrale et la suppression de la barre des 5% pour la répartition des sièges comme pour le remboursement des frais de campagne.

RIPOSTER A LA DANGEREUSE MONTEE DU RACISME

Notre pays connaît une grave montée du racisme.

De Lyon à Marseille, à la région parisienne, cette année a été marquée par une série d'attentats dont en particulier des jeunes, enfants d'immigrés, ont été les victimes.

De Paris à Dreux, de Sarcelles à Antony, des organisations d'extrême-droite ont obtenu, pour leurs candidats ou aux listes où les accueillaient les partis de droite, un nombre important de suffrages sur la base d'une propagande violemment raciste et anti-immigrés.

Ces mêmes partis de droite qui aujourd'hui s'allient à l'extrême-droite, ouvrent à ses hommes leurs rangs, avaient, lorsqu'ils étaient au pouvoir, développé une vaste campagne faisant des travailleurs immigrés les boucs émissaires de la crise; une crise qui, à travers les restructurations, le redéploiement de l'économie, frappait de plein fouet dans ses emplois, son pouvoir d'achat, ses libertés, l'ensemble de ses conditions d'existence, le peuple travailleur de notre pays.

Il s'agissait ainsi de « diviser pour mieux régner », pour mieux faire payer la crise à l'ensemble des travailleurs... Après les lois Bonnet-Stoléru frappant les immigrés, venait la loi Peyrefitte restreignant les libertés de tous; après les licenciements d'immigrés, il y eut les vagues massives, dans la sidérurgie par exemple...

Vieille tactique des exploiteurs : la bourgeoisie française en avait déjà usé à l'encontre d'immigrations antérieures appelées par le capital pour réaliser à moindre frais et au plus vite d'autres phases de son développement.

Des formes anciennes du racisme ressurgissent, contre les Tziganes ou les Gitans, comme l'antisémitisme qui, de Copernic hier aux attentats à nouveau, aux graffitis sur les murs, sèment encore de nouvelles peurs, désignent encore d'autres victimes.

Ainsi la pire réaction se protège en désignant des cibles, en rassemblant autour d'elle des désarrois: qu'on n'oublie pas, en d'autres temps certes, l'ascension d'un Hitler.

Car la crise elle-même, par les coups portés aux travailleurs, le chômage, les conditions de vie dégradées, est génératrice de tensions plus fortes parmi les travailleurs, aiguise entre eux les concurrences : terrain favorable aux semeurs de venin raciste.

La droite aujourd'hui dans l'opposition use de plus belle de cette politique. Elle s'en fait en outre un instrument de reconquête du gouvernement : la bataille municipale en témoigne.

Les partis de gauche, qui n'avaient pas hier conduit sérieusement le mouvement populaire et démocratique à la bataille contre la campagne de la droite, n'y ont pas fait barrage non plus aujourd'hui qu'ils sont au gouvernement. Les faits le montrent assez.

Au-delà de certaines mesures positives non négligeables que ce gouvernement peut prendre, le fait qu'il situe sa politique dans le cadre des lois du système impérialiste, tout comme il le conduit à une politique d'austérité pour l'ensemble des travailleurs, l'amène à des mesures, des positions, des orientations négatives à l'égard des immigrés : ainsi quand le premier ministre en vient à parler *« d'immigrés manipulés »* lors des grèves de l'automobile, ou quand le gouvernement adopte des mesures répressives à l'encontre des « clandestins », déjà victimes du sous-développement de leur pays (dont l'impérialisme français est largement responsable) et des passeurs, marchands de sommeil, employeurs illégaux qui les exploitent!

Ce qu'il faut, ce n'est pas la répression contre les victimes, mais contre ceux qui en profitent! Ce sont des accords, sur un pied d'égalité, avec les pays d'origine!

Ce qu'il faut, c'est le développement du Tiers Monde pour que son sous-développement n'oblige pas ses hommes à s'exiler pour survivre, ce qui est bien le contraire de la libre circulation entre pays, entre peuples à laquelle aspire l'humanité.

Pour faire barrage à la dangereuse montée du racisme et à ses conséquences, il faut pourchasser et dissoudre les groupes assassins « Charles Martel » ou autres, arrêter et punir les auteurs d'attentats (presqu'aucun ne l'a été), appliquer (et s'en donner les moyens) la loi de 1972 à ceux qui incitent à la haine, à la violence raciales et qui n'avaient parlé si haut depuis longtemps!

Notre pays a le devoir d'assurer la sécurité de ses habitants, immigrés compris!

EGALITÉ DES DROITS

Ceux qui remplissent les mêmes devoirs doivent avoir les mêmes droits, sociaux et politiques. L'inégalité des droits isole, crée des barrières, déséquilibre les rapports et contribue aux tensions.

Nous demandons dans ce sens :

—la carte de 10 ans (comme la carte d'identité nationale);

—le droit de voter et d'être élu;

—le rejet de la notion de quota;

—la garantie effective de leur droit d'association.

En tant que travailleurs, les immigrés ont en outre toute leur place aux côtés des autres travailleurs dans les organisations de masse, syndicales, politiques, qui luttent en France contre l'exploitation, pour les droits démocratiques...

Notre parti, bien sûr, leur est ouvert.

Mais, bien sûr, pour priver le racisme du terrain qui favorise son essor, il faut avancer vers la solution des problèmes générateurs de tensions parmi le peuple : chômage, logement, conditions de vie par trop difficiles. C'est cet intérêt commun de tous les travailleurs qui fonde d'ailleurs leur unité possible contre le racisme.

Face à sa grave montée actuelle, notre parti appelle les travailleurs à surmonter leurs divisions, à se mobiliser, à s'unir, Français et immigrés, et à agir pour lui barrer la route!

Avec eux, leurs organisations, avec les associations et organisations démocratiques, nous sommes prêts à participer à la riposte la plus large que nécessite la gravité de la situation actuelle.

SUR LES MINORITES NATIONALES

Le processus de constitution de l'Etat français, caractérisé par l'intégration, voire l'écrasement d'entités spécifiques (Etats féodaux ou embryons de démocraties bourgeoises) par l'Etat féodal français, puis par le développement du capitalisme centralisé, implique que coexistent au sein de cet Etat, depuis plusieurs siècles des peuples et nations minoritaires. Certaines régions présentent à des degrés divers des caractéristiques spécifiques. Leurs populations constituant ou ayant constitué des communautés stables, possédant une histoire propre, une langue authentique plus ou moins pratiquée encore, une homogénéité territoriale et économique dans certains cas, ont conscience de leur appartenance à une communauté originale, à un peuple. C'est le cas en Corse, au Pays Basque, en Catalogne, en Bretagne, en Occitanie, en Alsace, en Flandre.

Le développement de la concentration monopoliste à l'échelon français et européen, avec la politique de redéploiement industriel, notamment après l'avènement de la Ve République a eu pour corrolaire une accentuation du développement inégal entre les régions de l'Etat français. Ce phénomène s'est traduit dans un certain nombre de régions par l'appauvrissement et la disparition de la paysannerie, la liquidation progressive de l'artisanat traditionnel et de la petite industrie locale. Ce développement inégal a été intégré dans les plans des bourgeoisies monopolistes européennes, qui essayant d'en tirer parti, ont conçu pour les régions concernées des projets de développement qui ont conduit selon les cas à la désertification industrielle, aux restructurations d'entreprises ou au développement de zones exclusivement touristiques pour le plus grand bénéfice du capital immobilier. Tout ceci a eu pour conséquence la ruine d'une partie de la petite et moyenne bourgeoisie locale et pour les travailleurs un chômage massif et la nécessité de s'exiler... Ce processus a affecté de nombreuses régions de l'Etat français.

La conjonction de ces phénomènes et réalités a engendré ou accentué :

—des mouvements de revendications économiques et sociales pour vivre et travailler au pays, contre les licenciements dans les industries traditionnelles, contre l'élimination des petits paysans, contre l'exode;

—une résistance effective à la domination culturelle et linguistique française;

—un sentiment plus ou moins marqué d'appartenance à une communauté originale;

—la naissance ou le développement de mouvements régionalistes, autonomistes ou nationalistes...

La réforme de décentralisation, impliquant un certain nombre de mesures favorables, même si limitées, au développement des spécificités culturelles, tout en ne remettant pas en cause quant au fond le développement inégal, en matière économique, a tendance à accentuer ces phénomènes.

Dans leur immense majorité, les mouvements régionalistes, autonomistes, nationalistes, s'opposent à l'impérialisme français. C'est là une base d'alliance objective entre eux et la classe ouvrière et les travailleurs de France. Encore faut-il définir les termes de l'alliance, ne pas la concevoir comme une alliance à sens unique où ces différents mouvements ne constitueraient qu'une force d'appoint. C'est hélas une conception qui a largement dominé le mouvement ouvrier français.

Cela suppose donc, sur la base de l'expérience concrète et de la pratique commune, le respect des revendications et propositions spécifiques de ces mouvements, le soutien à certaines d'entre elles, ce qui n'exclut pas la discussion, la critique mutuelle et l'expression des désaccords. Plus généralement, cela implique :

—le soutien aux revendications concernant la langue et la culture (statut de la langue, revendications concernant son enseignement par l'Education nationale, sa place à la radio, la télévision, la presse);

—le soutien aux revendications pour travailler et vivre au pays, ce qui implique le soutien aux luttes contre les licenciements, contre la liquidation des petits paysans, la lutte contre les plans de désertification et de désindustrialisation;

—la discussion et l'action communes avec l'ensemble des organisations régionalistes, autonomistes, nationalistes, qui se situent dans la perspective de la lutte contre l'impérialisme français.

Cela implique également que le PCML réaffirme le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, dans ce cadre, le soutien à leur revendication d'autodétermination.

STATUTS

— PREAMBULE —

Les militants du PCML se sont fixé pour but, le renversement du système capitaliste et impérialiste, l'édification d'une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde, première étape vers l'instauration d'une société sans classes, sans exploiteurs ni exploités, le communisme. Pour vaincre, la classe ouvrière doit s'organiser et forger l'outil de combat dont elle a besoin : le parti communiste.

Un immense mouvement de remise en cause, un gigantesque brassage d'idées et une nécessaire réforme des idées et pratiques s'effectuent chez les communistes du monde entier.

Le mouvement communiste se recompose peu à peu, autour d'idées convergentes :

—refus d'un centre mondial de commandement, qui va de la prise de distance par rapport à l'URSS, au combat de l'hégémonisme ;

—affirmation de l'existence de différentes voies d'édification socialiste ;

—importance des questions d'alliances ;

—rapport parti/masses ;

—alliance et solidarité avec le Tiers Monde.

Ces points, qui constituent des enjeux-clés de l'avancée révolutionnaire des prolétariats et des peuples, sont ceux dans lesquels s'inscrivent la pensée et l'action du PCML, et sa contribution pour le renouveau du communisme.

Le PCML prend pour cible de son combat : —les forces du capital et l'impérialisme, notamment les deux superpuissances.

Pour contribuer au renouveau du communisme, le PCML contribue à l'organisation des travailleurs dans les syndicats et les organisations populaires dont ils se dotent. Il œuvre à l'unité de la classe ouvrière en partant de la diversité de ses intérêts, aspirations et organisations. Il se bat sur tous les terrains de lutte, œuvre pour les réformes et leur utilisation dans l'intérêt des travailleurs et de l'élévation de leur capacité de combat. Le PCML s'efforce de contribuer aux alliances les plus larges de toutes les classes et couches populaires, contre la cible ; il agit en commun avec toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire dans les batailles pour la démocratie, contre le racisme, pour la paix et la solidarité internationale.

C'est le rôle d'un parti communiste de rassembler les forces populaires et de contribuer à les unifier pour les préparer à l'affrontement. Parti d'action, le PCML appelle les travailleurs, les militants résolus, à agir à ses côtés et à rejoindre ses rangs.

Le parti unit la théorie et la pratique. Il recherche la vérité dans les faits. Il se soucie de l'éducation communiste de ses membres, tant par l'action de classe quotidienne que par une activité d'étude appropriée. Le parti résoud en son sein les contradictions entre les organisations et les militants, entre les militants entre eux, entre les dirigeants et les militants ; ces contradictions se règlent par l'examen critique des faits, par la discussion, l'explication franche et directe des désaccords. Le parti cherche à s'organiser de la manière la plus efficace possible pour remplir les objectifs révolutionnaires définis dans ses documents de Congrès. Ainsi, il unit le centralisme nécessaire à la démocratie dans ses rangs, unit la centralisation des efforts éparpillés, la discipline indispensable dans les actions, à la plus large expression et créativité. La centralisation nécessaire pour l'action ne peut se réaliser que par un haut niveau de démocratie, par la liberté d'expression et de critique, par l'élaboration en commun des orientations, par la confrontation des opinions, par le principe d'élection des responsables. La démocratie, pour être effective, doit être organisée et s'exercer en fonction des problèmes que le prolétariat a à résoudre, en fonction des tâches qu'il doit remplir —elle ne peut être réelle que sous direction centralisée.

Les structures du parti, les rapports qu'il établit entre les militants et les organisations, sa vie même, sont régis par ce principe centraliste démocratique, et se concrétisent dans les statuts du parti qui visent à le mettre en œuvre, en tenant compte de la situation politique et du rapport de forces avec la bourgeoisie, des forces militantes du parti, de la composition de ses rangs. Les statuts du parti codifient la structure et la vie du parti d'un Congrès à l'autre, sur la base des objectifs politiques qu'il a définis dans ses documents d'orientation.

—Chapitre 1—

COMMENT DEVIENT-ON MEMBRE DU PCML?

Art. 1 Peut devenir membre du Parti communiste marxiste-léniniste toute personne, tout travailleur, manuel ou non, des villes et des campagnes

—qui ne tire pas l'essentiel de ses ressources de l'exploitation directe du travail d'autrui ;

—qui approuve les orientations générales de ses documents de Congrès et ses statuts ;

—qui est disposé à les appliquer et à participer aux activités du parti dans l'une de ses organisations ;

—qui s'engage à acquitter régulièrement une contribution financière au parti, appelée cotisation.

Art. 2 C'est la cellule qui décide de l'admission d'un nouveau militant en son sein, après discussions préalables d'un militant avec lui des documents et des statuts et après avoir pris connaissance des activités professionnelles, militantes passées et présentes du nouveau militant ainsi que de ses points d'accord et de désaccord avec les documents et les statuts du parti.

Art. 3 Après décision de la cellule, le nouveau camarade est invité à la prochaine réunion de cellule qui consacre tout le temps et l'attention nécessaires à cette adhésion : la cellule présente ses membres, ses responsables, ses activités et son fonctionnement ; le nouveau camarade se présente et indique ce qu'il attend du parti ; la cellule se soucie du travail militant et de l'éducation destinés au camarade afin qu'il trouve sa place dans l'activité de la cellule et du parti. Elle lui remet sa carte du parti.

Art. 4 Un membre du parti ne peut appartenir à une autre organisation politique ou à une organisation réactionnaire. Il ne peut appartenir à un organe répressif de l'Etat — sauf exception décidée par le Comité central.

Art. 5 L'adhésion est individuelle et se fait en règle générale par une organisation de base (cellule) du parti.
Les demandes d'adhésions collectives sont examinées par le Comité central qui les accepte ou non. En cas d'acceptation, l'admission se fait ensuite individuellement et par l'organisation de base concernée.

Art. 6 L'adhésion d'anciens dirigeants d'autres partis ou organisations nécessite une décision du Comité central.

—Chapitre 2—

COMMENT LE PARTI EST-IL ORGANISÉ?

Art. 7 Le parti n'est pas l'addition de membres individuels. Il est formé de collectifs de militants et de militantes, responsables de la politique et de l'action du parti sur un secteur considéré :
—la cellule, organisation de base, est responsable dans l'entreprise, le quartier, la ville, le village, la faculté...
—le comité de parti local ou régional est responsable sur la ville ou la région concernée...
—le Comité central est responsable pour l'ensemble du pays...
—le Congrès est l'organisation suprême du parti. Il désigne le Comité central, contrôle son activité, définit l'orientation du parti. Il est souverain.
A chaque échelon, les décisions importantes sont prises collectivement et non par un seul ; dans le même temps, les moyens sont donnés à chacun pour qu'il remplisse ses responsabilités individuelles dans le cadre de la répartition des tâches.

Art. 8 Le parti est un système d'organisations (cellules, comités de parti, Comité central, congrès, organismes spécialisés) dont les rapports définis par les statuts réalisent l'unité nécessaire de la centralisation et de la démocratie, tant dans l'élaboration de la politique du parti que dans son application.

Art. 9 Le principe électif est une condition du fonctionnement centraliste démocratique du parti : c'est parce que les organismes dirigeants sont élus et qu'ils représentent en conséquence l'ensemble des militants à chaque échelon considéré qu'ils ont le pouvoir de régler les affaires du parti et de diriger.
Les organismes dirigeants rendent compte de leurs activités et se soumettent au contrôle du parti.

Art. 10 La mise en œuvre de la politique du parti exige la discipline de parti dont l'essence réside dans le respect de l'application de la décision majoritaire (cf. chapitre 7).

—Chapitre 3—

LE CONGRES

Art. 11 Le Congrès a pour tâches :
—d'étudier le rapport d'activité du parti et le rapport financier présentés par le Comité central sortant et de se prononcer à leur égard ;
—de définir les orientations pour le parti par :
-la discussion du rapport d'orientation présenté par le Comité central sortant ;
-la mise au point des documents exprimant cette orientation : thèses, résolutions, etc., suivant les circonstances ;
—de modifier si nécessaire les statuts du parti ;
—d'élire le Comité central.

Art. 12 De manière générale, le Congrès se tient tous les trois ans ; il peut être avancé ou retardé dans des circonstances exceptionnelles.
Le Congrès est convoqué par le Comité central.
Le Congrès peut être convoqué à la demande de la conférence consultative annuelle du parti (art. 27 du chapitre 4).

Art. 13 Le Congrès est constitué par l'ensemble des délégués élus par l'ensemble du parti d'une part, et du Comité central sortant d'autre part.
Des militants des organismes spécialisés et commissions du Comité central peuvent être invités à participer aux travaux du Congrès ; ils n'ont pas le droit de vote.

Art. 14 Le Congrès est préparé par la discussion des assemblées générales de cellules et, s'il y a lieu, des conférences locales et régionales. Ces réunions préparatoires au Congrès :
—discutent de l'activité du parti et de son orientation sur la base des documents fournis par le Comité central ;
—étudient et amendent les projets de textes soumis au Congrès.
Amendements et synthèses des discussions sont transmis au Comité central préalablement au Congrès.
Une tribune de discussion est organisée sous la responsabilité du Comité central.
Dans le cadre de la préparation du Congrès, les membres du Comité central sortant peuvent s'exprimer à titre individuel à l'intérieur du parti.

Art. 15 Suivant les cas, les délégués au Congrès sont élus par les conférences régionales, locales ou directement par les assemblées générales des cellules.
Chaque localité et région du parti est représentée selon des modalités concrètes appropriées définies par le Comité central ; ces modalités se conforment aux règles suivantes : représentation de chaque localité —en relation directe avec le Comité central, proportionnalité de la représentation au nombre de membres du parti, chiffre global des participants au Congrès adapté aux conditions matérielles de tenue et de durée du Congrès.

Art. 16 Les Assemblées générales de cellules, les conférences locales et régionales émettent des résolutions concernant l'activité du Comité central sortant et la composition du futur Comité central que le Congrès doit élire.

Art. 17 A l'issue du vote sur le rapport d'activité, une présidence du Congrès est mise en place qui a pour tâche de conduire les travaux ultérieurs : respect des délais, accomplissements des travaux décidés, élection d'un nouveau Comité central.
Elle est composée de 10 membres : 5 membres du CC sortant et les 5 délégués les plus anciens membres du parti ; elle est élue par le Congrès après discussion de sa composition.

Art. 18 Pour la mise au point définitive des documents issus du Congrès et des statuts, le Comité central sortant met à disposition du Congrès l'ensemble des contributions et amendements des textes proposés fournis par les cellules, les conférences locales et régionales et une synthèse de ces contributions et amendements ; un travail de commissions du Congrès prépare les textes soumis au vote. Le vote des textes se fait à main levée.

Art. 19 Le Congrès élit le Comité central en deux listes : membres titulaires et membres suppléants, sur la base de listes mises au point par une commission d'élection du Congrès élue par lui.
L'élaboration de cette liste par la commission d'élection prend pour bases :
—un rapport présenté devant l'assemblée plénière du Congrès, par le Comité central sortant qui établit un bilan du travail collectif du Comité central sortant, un exposé de la biographie et de l'activité de chacun de ses membres, l'avis du Comité central sortant concernant le nombre et la composition du futur Comité central.
—les avis exprimés par la discussion plénière du Congrès à la suite de ce rapport ;
—les résolutions des assemblées générales de cellules, des conférences locales et régionales concernant la composition du Comité central, fournies à l'ensemble du Congrès.
La commission d'élection est composée de membres du Comité central sortant et de délégués élus émanant de régions différentes. Le responsable aux cadres en est membre de droit.
La commission d'élection explique devant le Congrès les raisons de son choix ; après explications de vote (si nécessaire), l'élection intervient à bulletin secret.
Sont élus les militants qui ont obtenu 70% des voix et plus. Le cas de ceux qui ont obtenu entre 50 et 70% des voix est réexaminé par le Congrès plénier. Après discussion et à l'issue d'un second vote, le militant n'est pas élu s'il ne recueille pas la majorité absolue des voix. Si nécessaire, en ce cas, le Congrès complète les effectifs du Comité central en élisant un (ou des) nouveau(x) membre(s) parmi la liste des suppléants déjà élus.

—Chapitre 4—

LE COMITÉ CENTRAL

Art. 20 Le Comité central est l'organisation suprême du parti entre deux Congrès.
Il met en application les orientations du Congrès, exécute ses décisions et dirige l'activité de l'ensemble du parti sur la base d'orientation définies et des analyses concrètes de la situation.

Art. 21 Il est seul habilité à représenter le parti auprès des organisations politiques françaises et étrangères et à diriger les relations entre elles et le parti.

Art. 22 Le Comité central peut convoquer des conférences nationales sur un point particulier de la politique du parti. Les résultats

des travaux et les résolutions de ces conférences entrent en vigueur par la ratification du Comité central.

Art. 23 Le Comité central réunit des sessions plénières ordinaires de ses membres, dont l'intervalle n'excède pas deux mois.
Le Comité central organise deux sessions extraordinaires par an destinées à l'examen de l'activité du parti par régions et par front d'activité.
Les points importants mis à l'ordre du jour des sessions du Comité central sont connus à l'avance par l'ensemble du parti afin que ses organisations contribuent préalablement à la réflexion et à la décision du Comité central, s'il y a lieu.

Art. 24 Lors de ses sessions, le Comité central étudie un rapport sur l'activité du parti depuis la session précédente présenté par les organismes exécutifs, d'autres rapports présentés par un ou plusieurs de ses membres ou par un de ses exécutifs; il établit des résolutions d'action publiques ou internes au parti. Ces rapports et résolutions, après discussions, améliorations et amendements, sont sanctionnés par le Comité central par un vote.

Art. 25 Le Comité central charge ses organismes exécutifs d'établir un compte-rendu des travaux des sessions pour l'ensemble du parti. En cas de points de vue différents au sein du Comité central sur des questions importantes, le Comité central peut communiquer ces différents points de vue à l'ensemble du parti; il organise et dirige la discussion du parti sur ces questions.
En général, si les points de vue différents sont ainsi exposés au parti, les noms de leurs auteurs ne sont pas fournis.
En dernier ressort, et après discussion large et centralisée du parti, le Comité central prend les décisions nécessaires, à majorité de ses membres.

Art. 26 Le Comité central informe le parti de ses décisions, explique les raisons de celles-ci, fournit les moyens de leur mise en œuvre. Pour ce faire, il utilise la presse du parti, *la Vie du Parti*, les circulaires, les rencontres avec les organismes intermédiaires et les cellules.
La Vie du Parti rassemble des informations, les textes destinés à la discussion, à la réflexion et à l'action collectives des cellules.

Art. 27 Le Comité central rend compte globalement de son activité au parti une fois par an —courant septembre— devant la Conférence consultative nationale.
La Conférence consultative nationale est composée du Comité central et des suppléants du Comité central, des bureaux des CPR, des SP des CP, des SP des comités de parti de coordination.
Le CC présente un rapport d'activité, un rapport sur la situation politique et un plan de travail pour l'année lors de cette conférence. La conférence peut demander la convocation d'un Congrès anticipé.

Art. 28 Le Comité central, par l'intermédiaire de ses exécutifs ou de l'un de ses membres, répond systématiquement aux lettres qui lui sont envoyées par les cellules, CP et CPR.

Art. 29 Le Comité central répartit les responsabilités individuelles parmi ses membres en fonction des tâches à accomplir.
Il élit en son sein deux exécutifs, le Bureau politique et le Secrétariat, chargés de mettre en œuvre la politique du Comité central. Tous deux sont responsables devant le Comité central.
Il désigne les membres de ses commissions de travail placées sous son contrôle, les directeurs de publication des journaux et revues du parti, les membres de leur comité de rédaction, les membres de ses organismes spécialisés, les permanents du parti dont il précise la mission, les responsabilités et les aspects matériels de leur statut (salaire, couverture sociale, possibilités de réinsertion future).

Art. 30 Le Congrès élit la commission de contrôle. Celle-ci est chargée d'instruire les infractions graves aux statuts du parti. Elle soumet les résultats de ses travaux au CC, seul habilité à prendre les décisions éventuelles. Elle rend compte de ses travaux au Congrès.

Art. 31 Le Comité central fixe le montant des cotisations.
Le Comité central fournit un compte-rendu financier à l'occasion de la Conférence consultative nationale et devant le Congrès.
Le Comité central désigne une commission de planification financière destinée à l'aider dans la gestion des affaires du parti.

Art. 32 Le Comité central désigne les candidats à des élections nationales ou ratifie les propositions de candidatures des organisations du parti en ce qui concerne des élections locales. Il assure le suivi du travail des élus.

Art. 33 Le Secrétariat du Comité central édite la revue du Comité central principalement consacrée à des informations, à des synthèses de contributions du parti, à des contributions particulières et à leur relevé systématique, à des rapports d'activité et à des rapports des exécutifs ou individuels préparatoires aux sessions, à des références et documents théoriques, politiques et économiques.

Art. 34 Le Comité central assure la propre éducation de ses membres et est responsable de l'éducation de l'ensemble du parti.

Art. 35 Les suppléants du Comité central constituent une réserve de membres titulaires et ont pour tâche d'apprendre les tâches de direction nationale du parti et de collaborer aux activités du CC. Ils n'ont pas le droit de vote lors des sessions du CC auxquelles ils participent. Les suppléants participent à toutes les réunions du CC. Ils reçoivent la revue du Comité central et participent à ses stages d'étude.

—Chapitre 5—

LA CELLULE

Art. 36 La cellule participe aux combats de la classe ouvrière et des masses populaires sur son secteur déterminé : entreprise, village, quartier, ville, etc. L'activité du parti sur ce secteur est principalement de son ressort et de sa responsabilité.
Elle s'efforce de bien connaître la situation politique, économique et sociale de son secteur d'intervention, les problèmes des ouvriers et des travailleurs autour d'elle, de connaître les associations et les organisations populaires et syndicales. Sur la base des orientations nationales et des modalités d'action régionale et locale du parti, et en s'appuyant sur l'esprit d'initiative collectif et individuel de ses membres, la cellule fait des propositions d'action et d'organisation et contribue au maximum à l'action et l'organisation des travailleurs de son secteur.
Elle contribue à ce qu'ils participent aux actions d'ampleur locale, régionale et nationale et de solidarité internationale à chaque fois qu'il est nécessaire et possible.

Art. 37 La cellule fait connaître largement les points de vue du parti par l'intermédiaire de ses militants, oralement, par diffusion de tracts et de bulletins, par communiqué de presse, par la participation à des meetings, réunions-débats d'autres organisations politiques ou associatives.
L'un des moyens privilégiés de la diffusion des idées du parti, c'est la diffusion de la presse centrale, qui prend de multiples formes (ventes individuelles, abonnements, ventes publiques, etc.). La cellule organise la diffusion de la presse centrale par ses militants.

Art. 38 La cellule veille à ce que tous ses militants soient syndiqués dans leurs entreprises, à ce qu'ils adhèrent à d'autres organisations de masse et y militent dans la mesure de leurs possibilités et des activités collectives de la cellule.
La cellule discute régulièrement de l'activité syndicale et de masse de ses militants et le bureau de cellule s'enquiert des difficultés des camarades dans leur travail syndical et de masse et s'efforce de les aider au maximum.

Art. 39 La cellule prend —en tant que telle— des contacts avec les sections, cellules ou autres comités d'associations populaires ou d'organisations politiques avec lesquels elle est susceptible de mener des actions en commun ou d'échanger des points de vue et des informations.

Art. 40 La cellule renforce ses liens avec les amis et sympathisants du parti. Elle leur fait connaître la presse du parti, organise pour eux des réunions de discussion et se soucie de les faire participer aux activités du parti. Elle s'efforce de les faire adhérer au parti.

Art. 41 Pour remplir les tâches précédentes, la cellule établit un plan de travail annuel qui fixe des objectifs réalistes et s'efforce de rassembler les militants —souvent dispersés par leur habitation et lieu de travail— en des initiatives communes, même espacées. Chaque année, une assemblée générale de cellule est consacrée au bilan du travail accompli au regard des objectifs définis, comprenant le bilan du recrutement.

Art. 42 Afin de jouer pleinement son rôle dans la vie centraliste démocratique, la cellule :
—étudie collectivement les textes importants du Comité central, *la Vie du Parti*, discute des projets de documents préparatoires aux congrès et aux conférences nationales;
—répond aux questionnaires d'enquête quand elle est concernée et transmet ses rapports d'activité au comité de parti dont elle dépend;
—fournit des informations et des contributions sur les questions politiques d'intérêt général pour le parti;
—formule des remarques, suggestions et critiques concernant les décisions nationales, régionales et locales et en discute avec le comité de parti auquel elle appartient.
A tout moment, une cellule peut s'adresser directement au Comité central, tout en informant les organismes intermédiaires concernés.

Art. 43 La cellule se préoccupe de l'éducation et de la formation politique de ses membres. Elle peut organiser pour cela, avec l'aide des organismes supérieurs, des réunions d'étude et de formation.

Art. 44 Au cours de son assemblée générale annuelle de bilan, la cellule élit ses responsables : au minimum un secrétaire et un trésorier. Aussitôt que ses effectifs l'exigent, 6 membres ou plus, elle élit un bureau.
Le bureau de cellule dirige l'activité de l'ensemble de la cellule, il veille à l'exécution de ses décisions, il prend des initiatives politiques en son nom entre deux assemblées plénières si nécessaire. Les décisions de la cellule se prennent à la majorité.
Le bureau de cellule veille à ce que les informations aux militants (fournies par la presse du parti, par circulaire et par oral) leur soient rapidement données, que tous les militants aient connaissance des points de vue et expériences parus dans *la Vie du Parti* en organisant une aide aux camarades qui éprouvent des difficultés.
Le bureau de cellule se soucie que tous les camarades puissent exprimer leurs points de vue sans exception; que les militantes et militants gênés par leurs activités professionnelles (3x8, travail de nuit...) ou leurs obligations familiales (garde des enfants) puissent participer dans les meilleures conditions aux activités externes et internes de la cellule et du parti. Il s'efforce d'aider chaque militant à trouver sa place dans l'action et la réflexion collectives au mieux de ses compétences et de ses disponibilités.

Art. 45 La cellule du parti comprend 3 à 15 membres, sauf cas particuliers d'effectifs plus nombreux étudiés par le CP, le CPR ou le CC. Elle se constitue après étude conjointe du CP, du CPR ou du CC et de ses futurs membres, en prenant en compte les problèmes soulevés par l'hétérogénéité et la dispersion des membres du parti.

Art. 46 Les organisations du parti travaillent à implanter en priorité le parti dans la classe ouvrière.
Les CPR, les CP et les cellules s'efforcent de mettre en œuvre les conditions de création de cellules d'entreprise. Ils ne négligent cependant pas les possibilités de création et d'édification de cellules dans les quartiers et cités populaires.

—Chapitre 6—

LES ORGANISMES INTERMÉDIAIRES

Art. 47 En règle générale, un ensemble de cellules sur un territoire homogène —ville ou région— constitue une «section» ou une «région» du parti dirigée par un comité de parti local ou régional. Ces organismes sont constitués après étude conjointe du Comité central et des cellules concernées selon le plan général de structuration du parti.
Dans les autres cas, les cellules sont rattachées directement au Comité central.

Art. 48 Le comité de parti (CP et CPR) est l'organisme de direction sur son territoire déterminé.
Il définit une politique locale ou régionale sur la base des orientations et objectifs définis par le Comité central, en tenant compte des aspects spécifiques de la situation locale et des moyens du parti : axes d'activités, plan d'implantation, actions menées avec d'autres organisations politiques et associatives, contacts avec la presse locale ou régionale, organisation de la diffusion des idées du parti (meetings, réunions-débats), centralisation (locale ou régionale) de l'activité syndicale des militants de la région.

Art. 49 Le CP (ou CPR) participe et fait participer sa section (ou région) à l'action nationale du parti : participation aux campagnes décidées par le Comité central, diffusion de la presse centrale, participation ou aide aux commissions et organismes centraux du parti.

Art. 50 Le CP (ou CPR) aide les cellules (ou CP) dans l'accomplissements de leurs tâches :
—par la circulation rapide des informations venues du Comité central et à l'intérieur de la section (ou région);
—par l'explication détaillée et argumentée des décisions prises à l'échelon du CC et intermédiaire;
—par un soutien éducatif (organisation de stages pour les bureaux de cellule, écoles élémentaires et autres formes d'éducation);
—par un examen régulier avec les cellules (ou CP) des difficultés rencontrées;
—par le souci permanent que les discussions soient menées dans chaque cellule au rythme d'ensemble du parti;
—par la sollicitation des initiatives propres des cellules.
Il assure la liaison avec les militants isolés et leur apporte son aide en vue de la constitution de nouvelles cellules.

Art. 51 Le CP (ou CPR) opère à son niveau une centralisation des expériences, une synthèse des données issues de l'activité du parti. Il la transmet au Comité central tout en fournissant les éléments qui ont permis de la réaliser.
Il fournit les résultats d'enquête et de bilan auprès de la ville ou de la région aux cellules après synthèse et dirige la discussion en cours.

Art. 52 Le CP (ou CPR) fait un compte-rendu annuel de son activité lors de conférences locales ou régionales élues.
Ces conférences comprennent de droit le CP (ou CPR) et des délégués élus des cellules.
Ces conférences locales ou régionales examinent le rapport d'activité du CP (ou CPR), étudient et adoptent un plan de travail sur la base d'une proposition du CP (ou CPR).
Elles procèdent à l'élection à bulletin secret des membres du CP (ou CPR) sur la base d'un projet de liste établi par le CP (ou CPR) sortant avec l'accord du Comité central, liste éventuellement plus longue que le nombre de postes à pourvoir, fixé par la conférence elle-même. L'élection se fait selon le même processus que celle du Comité central. L'année précédent le Congrès, ces conférences ajoutent à leur ordre du jour l'examen des projets de résolutions, statuts et autres documents préparatoires au Congrès.

Art. 53 Le nombre de participants aux CP et CPR est allégé au maximum; quand il y a lieu, celui-ci (et surtout CPR) fonctionne avec un bureau exécutif.
L'activité principale des membres du bureau du CPR se situe dans le cadre de l'organisme intermédiaire.
Le CP (ou CPR) met en œuvre des méthodes et moyens de travail et d'action appropriés : local public, local de travail, bulletin interne, matériel de tirage, etc., dans le souci d'alléger au maximum les activités «administratives» et d'accroître au maximum sa participation à l'action sur le terrain.

Art. 54 Le Comité central contribue à l'éducation des membres des CP ou CPR, des responsables de cellules isolées, des membres des commissions de travail et des organismes spécialisés, des cadres des organisations de masse, des élus du parti, par l'organisation de stages centraux, régionaux ou inter-régionaux.

—Chapitre 7—

QU'EST-CE QUE LA DISCIPLINE DU PARTI?

Art. 55 La discipline du parti se fonde sur l'adhésion volontaire et consciente à l'orientation politique et aux statuts du parti; elle prend pour base le respect et l'application de la décision majoritaire : à savoir du militant vis-à-vis des organisations du parti, des organisations du parti vis-à-vis du Comité central, du Comité central vis-à-vis du Congrès lui-même.

Art. 56 La discipline concerne tous les membres et toutes les organisations du parti.
Elle s'applique plus rigoureusement aux organismes dirigeants et aux dirigeants qu'aux militants du parti.

Art. 57 La discipline concerne l'action, l'application des décisions prises régulièrement et majoritairement par le parti à chaque échelon et le respect des statuts.
La discussion est libre, encouragée et organisée sur toutes les questions avant la prise de décision. Les camarades des organismes peuvent exprimer leurs points de vue dans leur cellule sur les débats en cours. Chaque militant, chaque organisation applique les décisions prises, tout en pouvant réserver son opinion et revenir sur la question ultérieurement.
Sur les questions que les documents, les statuts et les décisions du Comité central n'ont pas tranchées, il n'y a pas de point de vue collectif du parti; la recherche, l'étude et l'examen sont alors de mise et l'expression de points de vue possible et nécessaire, sur la base des orientations théoriques et idéologiques du parti.

Art. 58 Les dirigeants et organismes dirigeants veillent particulièrement :
—à ne pas imposer leurs points de vue de manière autoritaire;
—à susciter les critiques et suggestions;
—à susciter l'étude au sein du parti.
En cas de conflit non résolu entre un militant et sa cellule, il peut faire appel au CP ou CPR; en cas de conflit non résolu entre une cellule et un CP ou CPR, elle peut faire appel au Comité central. Tout militant peut faire appel au Comité central.

Art. 59 Dans le cas où un militant rompt son accord initial avec les documents et les statuts du parti, ce militant quitte les rangs du parti, le parti s'efforcera de maintenir des rapports d'amitié et militants avec le démissionnaire. Dans ce même cas, le parti, par l'intermédiaire de la cellule, peut proposer à un militant qu'il se mette à l'écart du parti. Il ne s'agit pas d'une sanction.

Art. 60 Des sanctions sont prises en cas d'actes d'indiscipline graves, de ruptures caractérisées avec les statuts et les documents du parti. Il s'agit de la suppression

des responsabilités —temporaire ou définitive— de l'exclusion —temporaire ou définitive.
Les demandes d'exclusion et de suspension de responsabilités, proposées par une organisation du parti, doivent être examinées par la commission de contrôle en relation avec les organisations concernées. C'est le Comité central qui prend la décision définitive prenant effet aussitôt et en rend compte devant le Congrès suivant. Les militants et organisations du parti sont informés de la décision d'exclusion du parti et de ses raisons. Elle est rendue publique si besoin est.
Le Comité central peut exceptionnellement dissoudre une organisation du parti : il s'en explique devant les militants; il en rend compte devant le Congrès suivant.

Messages — suite de la page 2

le CEDETIM est particulièrement sensible aux démarches des organisations qui visent à remettre en cause les mécanismes d'exploitation et de domination et qui sont solidaires avec les forces populaires dans les pays du Tiers Monde.

Le CEDETIM souhaite plein succès aux travaux du V^e Congrès du PCML.

• FASTI

La FASTI présente ses meilleurs vœux de succès au V^e Congrès du PCML et manifeste sa satisfaction de voir votre parti engagé dans la lutte vers l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Associations et partis politiques de gauche ont un travail important à mener, en cette période, pour permettre l'émergence des conditions d'une société multiculturelle sans discrimination et enrichissante pour tous les travailleurs. Il faut, en effet, mener des luttes pour de nouveaux droits pour les immigrés, tels que la carte unique de 10 ans, ou le droit de vote, mais aussi mener une réflexion approfondie sur un projet de société permettant une meilleure cohabitation des immigrés et des Français dans le respect de l'identité de chaque communauté.

Aussi, la FASTI reste très attachée à un développement d'une collaboration avec vous en solidarité avec les immigrés, et espère un bon déroulement de votre Congrès.

• JUSUF ADJITOROP, SECRETAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'INDONÉSIE.

A l'occasion de la tenue du V^e Congrès du PCML, le 29 octobre 1983, au nom des communistes indonésiens et du peuple révolutionnaire, nous vous adressons nos vœux révolutionnaires et chaleureux et nos félicitations, et, à travers vous, nous les adressons à tous les participants au Congrès. Nous espérons que votre Congrès sera couronné d'un plein succès.

Nous souhaitons que les relations fraternelles entre nos deux partis se renforcent à l'avenir dans la lutte commune contre l'impérialisme, contre le colonialisme ancien et nouveau, contre l'hégémonisme et les autres forces réactionnaires, pour la paix mondiale, la démocratie et le socialisme.

• MOUVEMENT ANTI-APARTHEID

Le Mouvement anti-apartheid souhaite une pleine réussite au V^e Congrès du PCML.

A l'heure où l'Afrique du Sud accentue sa politique agressive envers les pays et les peuples d'Afrique australe, il est urgent que le plus grand nombre se solidarise des peuples sud-africains et namibiens condamnés à subir le joug de l'apartheid dans l'indifférence générale et qui luttent contre un ennemi soutenu par les pays occidentaux.

A un moment où les dangers de guerre se multiplient, l'Afrique australe est en situation de guerre non déclarée. Plus que jamais notre solidarité doit s'exprimer.

Solidarité avec les peuples d'Afrique australe contre l'apartheid.

Luttons en France pour l'isolement total de l'apartheid.

• FERNAND LEFEBVRE, PRÉSIDENT DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE BELGIQUE

Chers camarades,

Au nom du Comité central et au nom de l'ensemble des militants du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, j'adresse à votre Congrès mon plus cordial salut.

Il existe de longue date entre nos deux partis tant de liens fraternels, noués dans des combats analogues sinon identiques, que ce salut va bien au-delà de l'expression d'une solidarité circonstancielle. Il témoigne d'une grande communauté de vues; il est fait d'amitié et d'estime réciproques.

Vos travaux abordent quelques problèmes à nos yeux essentiels.

Nous vivons aujourd'hui dans une Europe occidentale où la droite «dure et pure» est à l'offensive, où la politique qu'elle impose sous le patronage spirituel des économistes de l'École de Chicago, à l'exemple et à l'imitation des Reagan et des Thatcher, entend surmonter la crise économique (donc à ses yeux, restaurer et développer le profit capitaliste) en accroissant l'exploitation des travailleurs, en s'attaquant au niveau de vie des masses populaires, en restreignant les libertés démocratiques.

Nous subissons en Belgique un gouvernement de ce type et il mène une politique de régression sociale catastrophique. Mais, de par la situation propre de la France, vous vous trouvez devant des interrogations particulières. Le recul marqué et constant de la gauche dans un pays où les victoires électorales de 1981 avaient suscité tant d'espoir et surtout tant d'illusions, montre qu'il n'est pas possible d'aller à des changements en profondeur dans un sens démocratique et progressiste sans prendre appui sur les forces populaires, et moins encore en les démobilisant et en les démoralisant. L'examen de cette situation, la réponse que vous apporterez, la politique d'union que vous proposez concernent non seulement le devenir du peuple français mais nous concernent tous, au-delà des frontières, dans une Europe occidentale où le mouvement ouvrier et populaire connaît une période de reflux.

Vous soulevez aussi à juste titre la crise du communisme et la nécessité de son renouveau. C'est une question angoissante mais aussi une question capitale. Elle exige autre chose qu'un optimisme de commande, que la répétition de slogans, qu'une collection de citations des meilleurs auteurs. Elle exige de remettre en cause les «vérités immuables» et les tabous sclérosés. Elle exige de renouer avec la finesse de l'analyse marxiste, de distinguer ce qui est nouveau et se développe, de balayer les sectarismes et les approximations, d'innover avec courage et audace. Ce n'est pas une mince affaire pour les communistes de tous les pays et de toutes les nations. Cela ne concerne pas seulement les grands partis expérimentés, cela nous concerne aussi, nous, petits partis combattant dans les pires difficultés.

Vous abordez aussi la lutte pour la paix qui ne peut se gagner que par la lutte primordiale contre les deux grands hégémonismes, soviétique et américain, mais qui exige aussi une ferme lutte contre les impérialismes secondaires et particulièrement contre l'impérialisme de son propre pays. Ceci bien sûr, tout en sachant exploiter dans l'intérêt de la paix et de la révolution, les rivalités et les oppositions à l'égard des deux superpuissances. Il importe notamment d'aborder la construction de l'Europe sous ce signe, mais aussi sans perdre de vue la nécessité de son union dans la lutte pour la paix, la démocratie, et le socialisme, sans perdre de vue la nécessité de l'alliance mutuellement avantageuse, sur un pied d'égalité, avec les pays du Tiers Monde.

Tout ce que j'ai dit ici —et sans doute y a-t-il encore bien d'autres raisons— montre l'importance de votre V^e Congrès, d'un Congrès exprimant la volonté d'unir la classe ouvrière et les forces populaires, de développer la lutte pour un socialisme populaire et démocratique.

C'est dire que nous prendrons connaissance avec le plus grand intérêt des documents qui seront issus de vos travaux.

Bon travail, camarades.

• ALAIN KRIVINE, POUR LE BUREAU POLITIQUE DE LA LCR

La Ligue communiste révolutionnaire salue les délégués au V^e Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste.

Nous profitons de cette occasion pour nous réjouir des rapports nouveaux qui existent aujourd'hui entre nos deux organisations et qui nous ont permis de nous retrouver ensemble dans plusieurs mobilisations. Nous espérons pouvoir poursuivre avec vous à la fois le débat politique et l'unité d'action dans des campagnes communes contre le capitalisme et l'impérialisme.

Recevez, chers camarades, nos salutions fraternelles.

• LUTTE OUVRIERE

Camarades, recevez le salut de l'organisation révolutionnaire trotskyste Lutte ouvrière.

Certes, nous savons tous que nos politiques sont très éloignées et que nous avons bien des divergences importantes.

Mais nous avons toujours pensé que la confrontation des idées et des politiques devait pouvoir se mener librement et fraternellement au sein de l'extrême-gauche et du mouvement ouvrier.

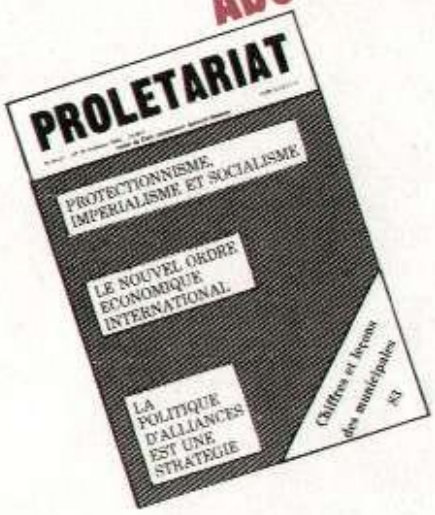
C'est pourquoi nous saluons ce jour les militants de votre organisation réunis en Congrès.

Salutations révolutionnaires.

Abonnez-vous à : **PROLETARIAT**

revue du Parti Communiste Marxiste Léniniste

trimestrielle



4 numéros : 50,00F ☐ (France et étranger)

Bulletin à renvoyer à Presse d'Aujourd'hui
B.P. 90 – 75962 PARIS Cedex 20
Chèque postal ou bancaire à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : .....

chaque mois **TRAVAILLEURS**

chaque semaine **PCML *Flash***

Je désire
- ☐ prendre contact avec le PCML
- ☐ recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS
- ☐ m'abonner un an (150,00 F) ☐ six mois (80,00 F)

Nom et prénom .....

Adresse et code postal .....

.....

Entreprise .....

à retourner à : **PRESSE D'AUJOURD'HUI**

B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20